

Rapport annuel 2025

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.



EDMOND
DE ROTHSCHILD



Message de l'actionnaire	4
Message du Comité exécutif	6
Gouvernement d'entreprise	9
<hr/>	
Introduction	10
Structure du Groupe et actionariat	12
Structure du capital	15
Conseil d'Administration	18
Direction générale	35
Rémunérations, participations et prêts	44
Droits de participation des actionnaires	49
Prise de contrôle et mesures de défense	51
Organe de révision	52
Politique d'information	53
Rapport de gestion	55
<hr/>	
Chiffres-clés	56
Développement durable 2025	58
Rapport du Conseil d'Administration	60
Rapport de l'organe de révision	70
Bilan consolidé	74
Compte de résultat consolidé	78
État des capitaux propres consolidés	82
Tableau des flux de trésorerie consolidé	84
Annexes aux comptes consolidés	88
Adresses	165
<hr/>	

Message de l'actionnaire

Mesdames, Messieurs,

L'année 2025 aura confirmé une réalité désormais durable : notre monde évolue dans un environnement de transformations rapides, de tensions assumées et de rapports de force plus visibles. Dans ce contexte, la tentation du court terme est grande mais notre conviction demeure inchangée : la constance, la hauteur de vue et le sens du temps long constituent des repères essentiels.

Les trajectoires économiques se sont affirmées. Les États-Unis ont confirmé leur dynamisme, porté par leur leadership technologique et l'essor de l'intelligence artificielle. L'Europe est confrontée à des défis structurels bien identifiés mais dispose d'atouts permettant l'émergence d'opportunités autour de l'énergie, des infrastructures, de la défense et de la relance industrielle. Enfin, la Chine, notamment grâce à ses investissements dans les technologies critiques, a maintenu une croissance résiliente et consolidé son rôle dans un monde de plus en plus multipolaire.

Au-delà de ces dynamiques régionales, l'année écoulée a été marquée par des tendances de fond qui redessinent durablement l'économie mondiale. La montée en puissance de l'intelligence artificielle transforme les modèles productifs et les chaînes de valeur, tandis que les enjeux de souveraineté énergétique, technologique et industrielle s'imposent comme des priorités stratégiques. Ces mutations structurantes appellent des choix d'investissement réfléchis, sélectifs et inscrits dans la durée.

Dans cet environnement, notre Maison est restée fidèle à ce qui fait sa singularité depuis plus de deux siècles : faire œuvre utile en investissant avec discernement dans les transformations durables du monde. Nous ne cherchons pas à suivre le bruit, mais à tracer des trajectoires cohérentes, capables de résister au temps et aux cycles. En 2025, nous avons poursuivi le développement de stratégies autour de la résilience, de la souveraineté, des infrastructures et de la relance européenne, tout en continuant à investir activement dans la transition énergétique et les technologies d'avenir, en particulier l'intelligence artificielle, avec l'ambition constante d'allier performance et impact durable.



Nous abordons 2026 avec optimisme et exigence. Optimisme, car les grandes forces de transformation demeurent créatrices de valeur sur le long terme. Exigence, car la complexité du monde imposera plus que jamais sélectivité, analyse fondamentale et accompagnement des acteurs véritablement résilients.

Dans un monde qui s'accélère, nous croyons profondément que la force d'une relation de long terme est un repère essentiel. Nous abordons cette nouvelle année avec la même détermination : vous accompagner avec indépendance, vous protéger et vous permettre de saisir les opportunités qui contribuent à une croissance durable, cohérente avec vos valeurs.

Ariane de Rothschild
Présidente



Message du Comité exécutif

L'année écoulée aura été une année de contrastes pour les marchés financiers. Les marchés actions ont connu une progression soutenue dans la plupart des grandes régions du monde, et nombre d'entre eux ont enregistré des performances à deux chiffres. Derrière cette dynamique, l'environnement est resté marqué par une forte dispersion des performances entre secteurs et régions ainsi que par un contexte de tensions géopolitiques persistantes.

Le secteur technologique, porté notamment par l'essor de l'intelligence artificielle, a continué de jouer un rôle déterminant dans la performance des marchés. Aux États-Unis, les « Magnificent Seven » ont contribué à près de 40% de la performance du S&P 500 et représentent désormais environ un tiers de sa capitalisation totale. Cette progression a également été soutenue par la croissance des résultats et l'amélioration des marges dans plusieurs secteurs clés, notamment dans l'industrie, les services financiers et l'énergie. Les États-Unis, forts d'une productivité plus élevée, d'un marché du travail plus flexible et de coûts énergétiques plus faibles, ont continué d'occuper une place centrale dans l'économie, leur poids dans l'indice MSCI All Country World Index atteignant désormais 71%.

En Europe, les dix plus grandes capitalisations du Stoxx 600 ont sous-performé les sociétés de plus petite taille, traduisant un élargissement de la contribution des différents segments du marché et une dispersion plus marquée des moteurs de performance.

L'or s'est particulièrement distingué dans un contexte de diversification des réserves et de dédollarisation, évoluant de manière inhabituelle en parallèle de la progression des marchés actions.

Parallèlement, l'endettement public des économies développées a continué de croître, influençant les marchés obligataires et contribuant à la compression des primes de crédit. Les marchés privés, notamment le private credit, ont quant à eux traversé une phase d'ajustement en 2025, marquée par certaines tensions dans le secteur.

Dans ce contexte, les résultats d'Edmond de Rothschild ont été particulièrement dynamiques, avec une collecte nette historique de plus de 10 milliards de francs suisses, soit une croissance organique de 5,5% par rapport à l'année 2024, portée par l'ensemble de nos métiers et de nos géographies. Nos performances de gestion, classées dans les premiers quartiles, se sont à nouveau montrées très robustes. Nos actifs sous gestion ont ainsi progressé de 7,9% sur l'année, atteignant à fin 2025 198 milliards de francs suisses, leur plus haut niveau historique.

L'année 2025 a également été l'occasion de renforcer notre présence et nos activités sur notre territoire européen historique, avec le lancement notamment de notre activité de Corporate Finance en Suisse et en Espagne. 2025 a par ailleurs marqué le 25ème

anniversaire de notre présence en Espagne et au Portugal, témoignant de la confiance de nos clients et de notre capacité à développer nos activités dans la durée au sein de nos marchés stratégiques. Enfin, nous avons également renforcé nos expertises de gestion, notamment via la constitution d'une équipe de gestion quantitative expérimentée afin de compléter notre gamme.

Fidèles à notre conviction que performance et progrès vont de pair, nous avons continué à investir dans les innovations susceptibles de transformer durablement les modèles économiques et les chaînes de valeur. Cette approche s'est notamment traduite par le lancement de nouvelles stratégies dédiées aux enjeux de souveraineté européenne et par des levées significatives dans les domaines de la transition énergétique, des infrastructures ou de la technologie et de l'IA. Le dixième anniversaire de notre stratégie Big Data, en 2025, témoigne par ailleurs de la constance et la pertinence de notre approche sur ces thématiques de long terme.

Cette année, Edmond de Rothschild s'est vu décerner plus de 40 récompenses de la part d'acteurs de référence de notre industrie soulignant l'expertise de nos équipes ainsi que la qualité de nos solutions d'investissement. Parmi ces distinctions figurent :

- Citywire France : Prix de la meilleure banque privée pure player
- Citywire: Prix de banquière privée de l'année France, prix du banquier privé de l'année région Sud et prix du banquier privé de l'année région Ile de France
- WealthBriefing Swiss Awards : Primée pour la Meilleure Stratégie en « Impact Investing »
- Grand Prix de la finance H24: EdR Big Data premier dans la catégorie « Fonds Technologie »
- Investisseurs Conseil : Edmond de Rothschild Asset Management élue « meilleure société de gestion »

Dans un environnement marqué par l'accélération des transformations économiques, technologiques et géopolitiques, Edmond de Rothschild poursuit une trajectoire fondée sur la constance, la discipline et une vision de long terme.

Nos résultats en 2025 illustrent la solidité de notre modèle, la confiance durable de nos clients et la capacité de notre Maison à se développer en restant fidèle à son identité.

C'est avec cette même exigence que nous abordons les années à venir: continuer à accompagner nos clients dans la durée, développer des expertises d'investissement performantes et renforcer notre position parmi les acteurs de référence de notre industrie.

Le Comité exécutif



Bâtiment Colibri, Genève, Suisse

Le gouvernement d'entreprise

Introduction

La présente section de notre Rapport a été rédigée en conformité avec les exigences légales et réglementaires, notamment le Code suisse des obligations et l'Ordonnance de la FINMA du 6 mars 2024 sur les obligations des banques et des maisons de titres en matière de publication (OPub-FINMA) et son Annexe 4 « Publication sur la gouvernance d'entreprise ». Cette Annexe 4 détermine quelles informations doivent être publiées par les banques en matière de gouvernance d'entreprise. La présente section s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2023, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la Direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par l'OPub-FINMA figurent aux pages suivantes ainsi que dans d'autres chapitres du présent Rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse: * Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse: <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>.





Structure du Groupe et actionnariat

Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

	Président(e)	Vice-Président(e)	Secrétaire	Membres
Conseil d'Administration	Yves Perrier	Philippe Perles	Jean Laurent-Bellue	Katie Blacklock Benoit Dumont Christian Gellerstad Tobias Guldemann Véronique Morali Lan Yan
Comité d'audit	Jean Laurent-Bellue	Benoit Dumont	-	Philippe Perles
Comité des risques	Tobias Guldemann	Philippe Perles	-	Yves Perrier
Comité de rémunération et de nomination	Véronique Morali	Yves Perrier	-	Christian Gellerstad Philippe Perles
Comité exécutif	Baronne Benjamin de Rothschild	Cynthia Tobiano ¹	-	Philippe Cieutat Benoit Barbereau Christophe Caspar Pierre-Etienne Durand Jean-Christophe Pernollet ² Monika Vicandi ³ Stéphane Voyer
Audit interne	Emmanuel Rousseau	-	-	-
Organe de révision	PricewaterhouseCoopers S.A.	-	-	-

¹ Également Responsable ad interim Banque Privée Internationale, fonction reprise depuis le 3 juillet 2024 suite à la démission d'Hervé Ordioni | ² Jusqu'au 28 février 2025. Il a été remplacé dès le 1er mars 2025 par Monika Vicandi | ³ À compter du 1er mars 2025.

De plus amples informations concernant le Conseil d'Administration peuvent être consultées aux pages 18 et suivantes.

De plus amples informations concernant le Comité exécutif peuvent être consultées aux pages 35 et suivantes.

Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme de droit suisse et une banque autorisée, au sens de l'Art. 3 de la loi fédérale sur les banques (LB) du 8 novembre 1934, soumise, à la supervision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.



Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées en pages 116 à 125 du présent Rapport.

Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	Actionnaires importants	Nominal (en milliers)	Taux de participation au capital	Taux de participation à l'ensemble des voix
2025	Edmond de Rothschild Holding S.A.	CHF 58'693,5	100,0 %	100,0 %
2024	Edmond de Rothschild Holding S.A.	CHF 58'693,5	100,0 %	100,0 %

La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Hoirie Benjamin de Rothschild en détient 65,73% (89,84% des voix), La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,84% du capital (6,77% des voix), alors que Mademoiselle Camilla Langoux détient 16,52% du capital (3,39% des voix).

Participations croisées

Aucune participation croisée n'existe à ce jour.

Structure du capital

Capital social

2025

	Valeur nominale (en milliers)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (en milliers)
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	CHF 58'694	586'935	CHF 58'694
Total du capital social	CHF 58'694	-	-

Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

Modification du capital social

Capital social

En milliers

	2025	2024
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	CHF 58'694	CHF 58'694
Total du capital social	CHF 58'694	CHF 58'694

Actions et bons de participation

Au 31 décembre 2025, le capital-actions d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. de CHF 58'693'500 est divisé en 586'935 actions de CHF 100, nominatives, liées selon les Statuts*, entièrement libérées.

À l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts*). Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de participation.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse: <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>

Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

Restrictions de transfert et inscriptions des « nomines »

Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 4 des Statuts*, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 5 des Statuts*). Le Conseil d'Administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 7 des Statuts*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'Administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al.6 des Statuts* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

Admissibilité des inscriptions de « nomines »

Selon l'article 6 des Statuts*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nomines ».

Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 5 des Statuts* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>



Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.



Conseil d'Administration

Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend neuf membres au 31 décembre 2025 qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

Yves Perrier
Président, Français, 1954

Formation	Diplômé de l'ESSEC - Expert-comptable
Parcours professionnel	1977 Chargé de Mission dans des cabinets d'audit et de conseil E. Salustro. PA Consulting
	1987-1999 Société Générale - Diverses fonctions et notamment Directeur financier de 1995 à 1999
	1999-2003 Crédit Lyonnais - Membre du Comité exécutif en charge des Finances, des Risques et de l'Audit
	2003-2023 Crédit Agricole Membre du comité exécutif de Crédit Agricole SA (2003-2021) Directeur général délégué de Calyon (devenu CACIB) (2000-2007) Président directeur général de CAAM devenu AMUNDI en 2010 (2007-2021) Directeur général adjoint de Crédit Agricole SA (2015-2021) en charge du pôle Epargne et Immobilier Président du Conseil d'Administration d'AMUNDI (2021-2023) Président d'honneur (depuis mai 2023)
Fonction actuelle	Président du Conseil d'administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Mandats d'administrateur	depuis 2015 PARIS EUROPLACE Vice-Président du Conseil d'Administration
	depuis 2020 Fondation de France Membre du Conseil d'Administration et Trésorier
	depuis 2021 YP Conseil Président du Conseil d'Administration
	depuis 2021 FIMALAC Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2021 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Président du Conseil d'Administration (Membre de 2021 à 2023) Vice-Président du Comité de rémunération et de nomination (Président de 2021 à 2023) Membre du Comité des risques (dès 2023)
	depuis 2021 Edmond de Rothschild Holding S.A. Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2022 Institut de la Finance Durable Président du Conseil d'administration
	depuis 2023 Humensis Membre du Conseil d'administration
	depuis 2023 NextStage Evergreen Président du Conseil de surveillance
	depuis 2024 Kaufman & Broad Membre du Conseil d'Administration Lorem

Philippe Perles
Vice-Président, Suisse et Français, 1961

Formation	1986 Diplôme en sciences commerciales et industrielles, Université de Genève
	1994 Centre international d'études monétaires et bancaires
Parcours professionnel	1993-1995 Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève, Membre du Directoire, Membre du Comité d'allocations d'actifs et d'investissements à Genève pour la politique d'investissements internationaux de la banque, Gestionnaire de fonds internationaux
	1995-2000 Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du développement commercial
	2000-2003 Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable du développement commercial et produits
	2003-2005 Geneva Business Consulting Sàrl, Genève, Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
	2010-2011 Novel Management Services, Genève, Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
	2012-2015 Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe, Fondateur et Directeur général
Fonction actuelle	depuis 2005 Noveo Conseil SA, Genève, Paris, Luxembourg, Fondateur et Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
Mandats d'administrateur	depuis 2002 Association romande des Intermédiaires financiers (ARIF), Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2015 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Vice-Président du Conseil d'Administration (membre de 2015 à 2023)
	depuis 2018 Membre du Comité de rémunération et de nomination
	2021-2023 Membre du Comité d'audit et des risques
	depuis 2023 Membre du Comité d'audit et Vice-Président du Comité des risques
	depuis 2016 Bedrock Holdings SA, Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2018 Hyposwiss Private Bank Genève SA, Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques (Membre de 2018 à 2024)
	depuis 2019 Inoks Capital SA Président du Conseil d'Administration (Membre de 2019 à 2025)
	depuis 2020 Organisme de Surveillance des Instituts Financiers (OSIF), Président du Conseil d'Administration
	depuis 2021 Rsdn SA Associé - Fondateur Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2022 Bedrock SA, Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2023 Edmond de Rothschild (Israel), Président du Conseil d'administration Membre du Comité d'audit et des risques



Jean Laurent-Bellue
Secrétaire, Français, 1951

Formation	1974	Institut d'Études Politiques de Paris
	1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
	1977	HEC
Parcours professionnel	1978-1980	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction
	1980-1987	Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
	1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity : 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
	2000-2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire
	2004	Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Président du Directoire
	2009-2011	Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance
	2011-2013	Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A.
	2011-2017	Secrétaire général Groupe
Mandats d'administrateur	depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre et Secrétaire du Conseil d'Administration, Membre du Comité d'audit et des risques
	2011-2023	Membre du Comité de rémunération et de nomination (Vice-Président de 2019 à 2022)
	2011-2023	Président du Comité d'audit
	depuis 2023	
	depuis 2011	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2011	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance (Vice-Président dès 2021) et Président du Comité d'audit (dès 2012) et du Comité des risques (dès 2017)
	depuis 2014	Holdings Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit (dès 2021)
	depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2015	Rotomobil SA Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2019	Edmond de Rothschild (Monaco) Président du Conseil d'Administration (Vice-Président de 2019 à 2024) (Président du Conseil d'Administration du 20 juillet 2021 au 24 mars 2022) Membre du Comité d'audit et des risques (Président de 2019 à 2024)
depuis 2023	Société française des hôtels de montagne (SFHM) Membre du Conseil de surveillance	

Katie Blacklock
Membre, Britannique, 1973

Formation	1991	Huddersfield New College
	1996	Jnt Hons French & German 2 :1 Queen's College - Oxford
	1999	PGDip en analyse d'investissements University of Stirling
Parcours professionnel	1996-2000	Stewart Ivory, Gérant de portefeuille
	2000-2003	American Express Asset Management, Gérant de portefeuille
	2003-2011	Nevsky Capital, Co-Fondatrice d'un fonds EM Hedge Fund de \$7Mds
	2011	Sloane Robinson, Consultant
Mandats d'administrateur	depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Membre du Conseil de surveillance
	depuis 2019	Membre du Comité d'audit et des risques
	depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2019	Sarasin & Partners' CAIF Combined Advisory Committee Directeur du Conseil
	depuis 2019	M&G plc With Profits Committee Directeur du Conseil
	depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration
	2019-2023	Membre du Comité de rémunération et de nomination
	depuis 2021	Health Foundation Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'investissement et d'audit et des risques
depuis 2024	NatWest Cushon Master Trust Administratrice de Fonds de Pension - Membre du Trustee Board	
depuis 2025	Hottinger & Co Limited Membre du Conseil d'Administration	



Benoit Dumont

Membre, Belge, 1952

Formation	1974	Diplôme d'ingénieur commercial, Ecole de Commerce Ernest Solvay, Université Libre de Bruxelles
	1984	Master Finance et Economie, Ecole de Commerce Ernest Solvay, CEPAC, Université Libre de Bruxelles
Parcours professionnel	1977-1980	J.P. Morgan, Bruxelles
	1980-1995	Euroclear Operation Center, Bruxelles
	1995-1999	J.P. Morgan, New York
	1999-2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève, CEO
Mandats d'administrateur	depuis 2005	J.P. Morgan Private Bank Funds, Luxembourg Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève Président du Conseil d'Administration et membre du Comité d'audit et des risques
	depuis 2013	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'audit et du Comité de rémunération
	depuis 2013	Edmond de Rothschild Holding SA Vice-Président du Conseil d'Administration
	depuis 2014	Equatex S.A., Zurich Vice-Président du Conseil d'Administration Président du Comité d'audit, des risques et de conformité Membre du Comité de rémunération
	depuis 2016	British School de Bruxelles Membre du Conseil des Trustees
	depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration (Vice-Président de 2019 à 2023)
	2019-2023 depuis 2023	Vice-Président du Comité d'audit et des risques Vice-Président du Comité d'audit
	depuis 2021	Edmond de Rothschild (Europe) Président du Conseil d'Administration (membre de 2021 à 2023)
	2021-2023 depuis 2023	Président du Comité d'audit et des risques Président du Comité de nomination et de rémunération
depuis 2023	Zebra Impact Ventures S.A. - Genève Membre du Conseil d'Administration	
depuis 2024	European Golf Association Member of the Executive Committee - Honorary Treasurer	

Christian Gellerstad

Membre, Suisse et Suédois, 1968

Formation	1989-1993	Master in Business Administration and Economics Université de St. Gall (HSG), Suisse
	1996	Certified International Investment Analyst (CIIA) & Certified Portfolio Manager and Financial Analyst (AZEK/CFPI)
	2017	Directors' College, Stanford Law School, USA
	2016-2019	IMD Board Director Diploma, IMD, Switzerland
Parcours professionnel	1993-1994	Cargill International, Genève, Suisse Trader, Marchés Emergents
	1994-1996	Pictet & Cie, Genève, Suisse Analyste financier & Gestionnaire de portefeuille
	1996-2000	Pictet Bank & Trust Ltd, Nassau, Bahamas Directeur Général Adjoint
	2000-2007	Banque Pictet & Cie (Europe) SA, Luxembourg Président Directeur Général
	2007-2018	Pictet Group, Genève, Suisse Equity Partner Directeur Général, Pictet Wealth Management Membre du Comité Exécutif
	depuis 2012	Tsampehro SA Président du Conseil d'administration
Mandats d'administrateur	depuis 2013	Afica SA Membre du Conseil d'administration
	depuis 2013	FAVI SA Membre du Conseil d'administration
	depuis 2020	Eliator SA Président et membre du Conseil d'administration
	depuis 2020	Nubica SA Membre du Conseil d'administration
	depuis 2021	Investis Holding SA Membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit
	2021-2024	Lucerne Festival Membre du Conseil de Fondation
	depuis 2022	Winder Holding SA Membre du Conseil d'administration
	depuis 2022	Fondation G-F, Barras European Masters Membre du Conseil de Fondation
	depuis 2023	Tovra SA Président et membre du Conseil d'administration
	depuis 2023	Lovento SA Membre du Conseil d'administration
	2019-2024	Crédit Suisse AG (UBS Group) Vice-Président du Conseil d'administration (Membre depuis 2019)
	depuis 2024	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'administration et du Comité de rémunération et de nomination



Tobias Guldemann
Membre, Suisse, 1961

Formation	1976-1980	Ecoles à Zurich
	1980-1986	Licence en Sciences économiques Université de Zurich, Suisse
	1986-1990	Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"
Parcours professionnel	1980-1986	Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
	1986-1990	Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
	1990-1996	Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
	1998-2004	Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
	2002-2004	Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
	2005-2006	Membre du Conseil d'Administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
	2006-2009	Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
	2002-2013	Membre du Conseil d'Administration de CSI / CSSEL, Londres
	2004-2013	Directeur des risques et membre du Conseil exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
	2015-2016	Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA
Mandats d'administrateur	depuis 2005	Fondation Hans Huber, Bâle Membre du Conseil de surveillance
	depuis 2007	Fondation S. Eustachius, Winterthur Membre du Conseil de fondation
	depuis 2010	Musée des arts de Winterthur Membre du Conseil de surveillance (Président depuis 2016)
	depuis 2025	Fondation Rychenberg, Winterthur Membre du Conseil de fondation (Président dès 2023)
	depuis 2015	Fedafin AG Président et Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2016 depuis 2023	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques (Président de 2022 à 2023) Président du Comité des risques
	depuis 2021	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques

Véronique Morali
Membre, Française, 1958

Formation		Sciences Po (1980) et l'ESCP (1983), une maîtrise en droit des affaires (1982)
		Intégration de l'ENA (1986) et de l'Inspection Générale des Finances (1990)
Parcours professionnel	1990-2007	Fimalac, Directeur général
Fonctions actuelles	depuis 2013	Webedia (SA) (pôle digital de Fimalac), Présidente du Conseil d'Administration
	depuis 2018	Fimalac (SE), Vice-Présidente du Comité Exécutif et Directrice du Développement
Mandats d'administrateur	depuis 2009	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance, du Comité d'audit, du Comité des risques et du Comité des rémunérations
	depuis 2016	Fondation Nationale des Sciences Politiques Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2020 depuis 2023	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration Présidente du Comité de rémunération et de nomination
	depuis 2021	Fimalac (SE) Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2021	Lagardère (SA) Membre du Conseil d'Administration et Présidente du Comité d'audit
	depuis 2023	Fimalac Développement (S.A.) (Luxembourg) Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2023	The Brandtech Group LLC Membre du Conseil d'Administration, représentante de Fimalac Membre d'établissements ou d'associations d'intérêt général
	depuis 2016 depuis 2018	Association Le Siècle Présidente du Conseil d'Administration Association Force Femmes Présidente



Lan Yan

Membre, Française, 1957

Formation	1977-1981	Licence de littérature française de l'Université des Langues étrangères de Pékin
	1981-1984	Maîtrise de droit international de l'Université de Pékin
	1984-1991	Doctorat en droit international de l'Institut universitaire de Hautes Études internationales de Genève
Parcours professionnel	1991	Cabinet Gide Loyrette Nouel, Paris Collaboratrice responsable des dossiers franco-chinois Associée dès 1997
	1994	Barreau de Paris
	1998 1998-2011	Cabinet Gide Loyrette Nouel, Pékin Directrice Responsable des activités en Chine
	2011-2023	Lazard Président et CEO de la Grande Chine Vice-Présidente de la Banque d'investissement
Fonctions actuelles	depuis 2024	Fondateur / gestionnaire de LY Consultant Ltd.
Mandats d'administrateur	depuis 2008	Principality of Monaco in Beijing
	depuis 2018	HEC Paris Membre du Conseil consultatif international
	depuis 2023	Jeux Olympiques spéciaux d'Asie de l'Est
	2018-2024	Château de Versailles
	depuis 2024	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'Administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section « Conseil d'Administration » en pages 18 et suivantes.

Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises

Les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne prévoient pas de nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>

Élection et durée du mandat

L'Assemblée générale élit le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts*) et les membres du Conseil d'Administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts* que les membres du Comité de rémunération et de nomination sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'Administration.

L'âge moyen des administrateurs est de 65,5 ans au 31 décembre 2025.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis	Fin du mandat
Yves Perrier ¹	2021	2026
Philippe Perles ²	2015	2026
Benoit Dumont ²	2019	2026
Katie Blacklock ²	2019	2026
Christian Gellerstad ²	2024	2026
Tobias Guldimann ²	2016	2026
Jean Laurent-Bellue ²	2011	2026
Véronique Morali ²	2020	2026
Lan Yan ¹	2024	2026

¹ A compter du 1er janvier 2026, Monsieur Yves Perrier et Madame Lan Yan sont considérés comme membres indépendants au sens de la circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques » | ² Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire - FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques » au 31 décembre 2025.



Organisation interne

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

- En préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne)
- Pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 des Statuts* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne)
- La Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.6., 3.5.1.5. du Règlement interne)
- Tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'audit, d'un Comité des risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2, 3.4.2 et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1 et 3.1.2 du Règlement interne)
- La Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.5.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne)
- Enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

Répartition des tâches au sein du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, qui se compose de neuf membres depuis le 11 mars 2024, est présidé par Monsieur Yves Perrier. Messieurs Philippe Perles et Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Président et de Secrétaire. La composition complète du Conseil d'Administration apparaît en page 62. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts*¹ En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts*). À titre

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>

exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Si le Président du Comité exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'Administration

Conformément aux Statuts* et au Règlement interne de la Banque lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'audit, d'un Comité des risques, d'un Comité de rémunération et de nomination.

- Le Comité d'audit: en vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'audit, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne et de la fonction compliance. Le Conseil d'Administration a désigné trois de ses membres, soit Messieurs Jean Laurent-Bellue (Président), Benoît Dumont (Vice-Président) et Philippe Perles, pour faire partie du Comité d'audit. Par ailleurs, Monsieur Emmanuel Rousseau exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.
- Le Comité des risques: en vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité des risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les fonctions de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'Administration a désigné trois de ses membres, soit Messieurs Tobias Guldimann (Président), Philippe Perles (Vice-Président) et Yves Perrier, pour faire partie du Comité des risques. Par ailleurs, Monsieur Emmanuel Rousseau exerce

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>

les fonctions de Secrétaire hors Comité. Les membres précités répondent tous aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

- Le Comité de rémunération et de nomination: en vertu des Statuts* (Art. 23) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'Administration a délégué au Comité de rémunération et de nomination, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'Administration.

En 2025, le Conseil d'Administration a désigné quatre membres, soit Madame Véronique Morali (Présidente), Messieurs Yves Perrier (Vice-Président), Christian Gellerstad et Philippe Perles, pour faire partie du Comité de rémunération et de nomination.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) du Comité précité figurent dans le Règlement interne et les Statuts*.

Méthode de travail du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2025, le Conseil d'Administration s'est réuni sept fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

- Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente
- Intervention du Président du Conseil d'Administration
- Rapport d'activité de la CEO et de la Deputy CEO
- Rapport d'activité du CFO
- Rapport d'activité des Responsables de Banque Privée
- Rapport d'activité du Responsable de l'Asset Management
- Rapport d'activité du COO
- Rapport de la Responsable Risques, Legal & Compliance
- Rapport du Comité d'audit
- Rapport du Comité des risques
- Rapport du Comité de rémunération et de nomination
- Divers



Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts*, soit : a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions ; b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ; c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration ; d) nommer et révoquer les membres du Comité exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ; e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ; f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ; g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ; h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe ; i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts*, les règlements et les instructions données ; j) déposer la demande de sursis concordataire et aviser le tribunal ainsi que la FINMA en cas de surendettement.

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne, notamment (i) la définition des objectifs de la politique générale et de la stratégie, (ii) l'organisation, l'administration, la surveillance et le contrôle du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (iii) la constitution, l'acquisition, la liquidation et la vente de sociétés filiales et/ou de participations, (iv) la désignation des candidats au poste de Président et membres du Conseil d'Administration à proposer pour élection à l'Assemblée générale, (v) la nomination, la révocation et la détermination de l'étendue des pouvoirs des membres du Comité exécutif, ainsi que des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque, (vi) la nomination et la révocation du responsable de l'Audit interne de la Banque, sur préavis du Comité d'audit, (vii) l'approbation des budgets de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (viii) l'approbation des comptes annuels de la Banque et des comptes consolidés du groupe EdR (Suisse) et leur soumission à l'Assemblée générale en vue de leur adoption, ainsi que la proposition d'affectation du résultat, (ix) la planification des fonds propres et des liquidités de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (x) l'instauration et la surveillance d'un système de contrôle interne approprié, (xi) l'approbation du Plan d'audit de l'Audit interne après examen par

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>



le Comité d'audit, (xii) la surveillance des communications légales et réglementaires à la FINMA, à la Banque Nationale Suisse (BNS) et aux autres autorités, (xiii) l'octroi de crédits ou des engagements lorsqu'ils dépassent les compétences du Comité exécutif, (xiv) l'approbation de l'introduction ou du retrait de demandes judiciaires, des transactions judiciaires ou extrajudiciaires lorsqu'elles dépassent les compétences du Comité exécutif, (xv) le provisionnement de toute perte potentielle qui dépassent les compétences du Comité exécutif, (xvi) l'externalisation de toute fonction essentielle, au sens de la circulaire FINMA sur l'outsourcing (Circulaire FINMA 2018/3) et de toute autre réglementation applicable.

En s'appuyant sur ses Comités, le Conseil est ainsi compétent, selon l'article 3.1.2 du Règlement interne, pour fixer la stratégie générale de la Banque et du Groupe, arrêter les principes d'organisation, de management et de contrôle et veiller à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forme le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (voir la section « Direction générale » en pages 35 et suivantes).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts*1 et le Règlement interne de la Banque.

En outre, la surveillance consolidée des activités du groupe EdR est déléguée depuis le 14 mars 2019 à EdR (Suisse), conformément à une décision du Conseil d'Administration d'EdR (Holding) S.A. Dans ce cadre, les tâches et responsabilités de la haute direction, au sens de la « Circulaire FINMA 2017/01 Gouvernance d'entreprise - banques », sont déléguées au Conseil d'Administration d'EdR (Suisse) et les tâches et responsabilités de la Direction au Comité exécutif d'EdR (Suisse). Edmond de Rothschild Holding SA demeure en charge de la supervision de cette délégation de la surveillance consolidée des activités du groupe Edmond de Rothschild.

Instruments d'information et de contrôle

Description du reporting du Comité exécutif

À chacune des séances du Conseil d'Administration, le CEO et/ou d'autres membres du Comité exécutif exerçant les fonctions de CFO, Responsables Banque Privée, Asset Management, Risques, Legal & Compliance, COO, RH et Stratégie & Communication rendent compte des principales décisions prises par le Comité exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du directeur général, les boucllements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur les risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 98 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, la présidente du Comité exécutif tient régulièrement informé le président du Conseil d'Administration des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 41 al. 7 et 68 al. 4 OEFin, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'Administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'audit. Il reporte directement au Comité d'audit. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le règlement interne de la Banque, ainsi que dans la charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

Au 31 décembre 2025, l'Audit interne Groupe comprenait 23 personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'audit. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en oeuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'audit traite les rapports de l'Audit interne en présence du responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'audit et du Comité des risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le président du Conseil d'Administration, du Comité d'audit et du Comité Exécutif peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'audit pour discussion et mise en oeuvre. Le Comité d'audit a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 98 à 106 du présent rapport.



Direction générale

Le Comité exécutif se compose de huit membres au 31 décembre 2025, nommés par le Conseil d'Administration. Ses séances sont en principe bimensuelles. En 2025, il s'est réuni 23 fois. La durée moyenne des séances est d'une demie-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle de la Présidente du Comité exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le règlement interne (Art. 3.5.1.3). Les séances du Comité exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité exécutif. À l'issue de séances bimensuelles, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les départements et services concernés, dont les boucllements avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la fonction compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous la section «Instruments d'information et de contrôle» en pages 32 et 33, qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité exécutif a notamment créé les Comités suivants : un Comité exécutif élargi, un Comité de Direction Banque Privée Groupe, un Comité de Direction Banque Privée Suisse, un Comité de Direction Asset Management Groupe, un Comité de Conformité, un Comité des Risques (Comex), un Comité des Crédits Groupe, un Comité Assets Liabilities Management Groupe, un Comité Relations Clients, un Comité de Projet Groupe, un Comité de Réputation Groupe, un Comité d'Éthique, un Comité de Direction des projets IT stratégiques, un Comité Data et un Comité Nouveaux Produits et Services.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité exécutif, ainsi qu'à l'Audit interne.

Le Comité exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.



Membres de la Direction générale

Baronne Benjamin de Rothschild

Présidente, Française, 1965 – Chief Executive Officer Group

Formation	1984	Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes
	1988	BBA en Finance, Pace University, New York
	1990	MBA en Gestion financière, Pace University, New York
Parcours professionnel	1988-1990	Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
	1990-1995	Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe
	2015-2019	Groupe Edmond de Rothschild
		Groupe Edmond de Rothschild Présidente du Comité exécutif
Fonction actuelle		Chief Executive Officer Group Présidente du Comité exécutif
Mandats d'administrateur		Présidente du Conseil d'Administration / Conseil de surveillance des entités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – Edmond de Rothschild Holding SA – Edmond de Rothschild S.A. – Edmond de Rothschild (France) – Hôpital Fondation Adolphe de Rothschild – Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA – Administration et Gestion SA – Edmond de Rothschild Heritage (SFHM) – Bodegas Benjamin de Rothschild & Vega Sicilia – Fondation OPEJ – Mémorial Adolphe de Rothschild – Fondation Ariane de Rothschild – Edmond de Rothschild Foundation (Israel) – Fondation du domaine de Pregny – Fondation Edmond Adolphe de Rothschild – Foundation Edmond de Rothschild, New York – Edmond de Rothschild Systemic Regeneration SA, Membre du Conseil d'Administration
		Vice-Présidente de la Fondation Edmond de Rothschild pour le développement de la recherche scientifique
		Membre du Conseil d'Administration <ul style="list-style-type: none"> – Conseil de surveillance des entités suivantes : – Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild – Compagnie Viticole Benjamin et Edmond de Rothschild – Barones et Baron Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)

Cynthia Tobiano

Vice-Présidente, Française, 1976 – Deputy Chief Executive Officer Group

Formation	1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
	1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
	1998	Brandeis University, Boston
Parcours professionnel	2000-2011	Goldman Sachs London - Merges and Acquisition Team
	2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Chief Financial Officer and Head of Development Member of the Executive Committee
	2013-2021	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Deputy Chief Executive Officer from 2019 to 2021 Member of the Executive Committee, Head of Finance, Treasury and Credits, Head of Strategy
	depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding SA Chief Executive Officer, Member of the Executive Officer
	depuis 2023	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Deputy Chief Executive Officer, Member of the Executive Officer
Fonction actuelle		Deputy Chief Executive Officer d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Responsable ad intérim Banque Privée Internationale ¹ , Chief Executive Officer d'Edmond de Rothschild Holding SA
Mandats d'administrateur	depuis 2012	Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël) Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2013	Edmond de Rothschild (Monaco), Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
	depuis 2013	Edmond de Rothschild (Europe), Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2013	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd., Vice-Présidente du Conseil d'Administration (depuis 2019)
	depuis 2015	Cattleya - Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France), Présidente du Conseil de surveillance (depuis 2019)
	depuis 2019	Edmond de Rothschild (France) - Membre du Conseil de surveillance
	depuis 2021	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA, Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit
	depuis 2021	Gitana S.A.S., Membre du Conseil de Direction
	depuis 2021	Gitana SA, membre du Conseil d'Administration
	depuis 2021	Administration et Gestion SA, Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2021	Cogifrance SA, membre du Conseil d'Administration
	depuis 2022	The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Corporation, Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
	depuis 2022	Foundation Edmond de Rothschild, New York, Vice-Présidente du Conseil d'Administration
	depuis 2024	Hottinger Group - Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2024	Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai, Présidente du Conseil d'Administration
		Edmond de Rothschild Systemic Regeneration SA, Membre du Conseil d'Administration

¹Fonction reprise depuis le 3 juillet 2024 suite à la démission d'Hervé Ordioni



Philippe Cieutat

Membre, Français, 1976 – Chief Financial Officer

Formation	1998	Graduate from the Institut d'Etudes Politiques de Paris, with honours
	2000	ESSEC Graduate School of Management (AACSB accredited in 1997- Equivalent to an MBA degree)
Parcours professionnel	1999-2000	Société Générale Investment Banking, Apprenticeship program in Paris and London
	2002-2004	Mazars & Guérard Audit and Consulting, Senior Financial Auditor, Paris
	2005-2007	HSBC, Assistant Audit Manager, Group Financial Services, Paris
	2008-2009	HSBC, Senior Audit Manager, Group Financial Services, Paris
	2009-2013	HSBC Global Asset Management, Chief Financial Officer, Paris
	2013-2014	HSBC France, Head of Strategy and Planning, Paris
	2014-2019	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Chief Financial and Administrative Officer, Paris
	2019-2021	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Deputy Chief Executive Officer, Paris
	2019-2022	Edmond de Rothschild S.A., General Director
	Fonction actuelle	
		Membre du Comité exécutif
Mandats d'administrateur	depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Vice-Président du Conseil de surveillance et membre du Comité d'audit et des risques
	depuis 2019	Zhonghai Fund Management Company Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2020	Cogifrance, Membre du Conseil d'Administration
	depuis 2021	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance
	depuis 2022	Edmond de Rothschild REIM (Europe) S.A. Luxembourg - anciennement dénommée OROX Europe SA Président du Conseil d'Administration
	depuis 2022	EdR REIM Holding SA (précédemment EdR Real Estate S.A., Luxembourg) Vice-Président du Conseil d'Administration
	depuis 2023	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'administration Président du Comité d'audit et des risques (Vice-Président de 2023 à 2024)
	depuis 2024	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
	depuis 2023	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
	depuis 2023	Hottinger Ltd Membre du Conseil d'administration
	depuis 2024	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Président du Conseil de fondation Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai Membre du Conseil d'administration
	depuis 2025	Rotomobil SA, Membre du Conseil d'Administration

Benoit Barbereau

Membre, Français et Suisse, 1972 – Chief Operating Officer

Formation	1992-1995	Diplôme d'ingénieur en mécanique des fluides, Institut National Polytechnique de Toulouse (EN-SEEIHT)
	1995-1997	Master in Business Administration, Ecole Supérieure
	2019	Certification en machine learning (apprentissage automatique (Coursera / Stanford University))
Parcours professionnel	1997-1999	Morgan Stanley, Londres, Négociateur de titres
	1999-2002	PricewaterhouseCoopers, Paris, Consultant
	2002-2004	BNP Paribas, Paris, Chef de projet
	2004-2011	BNP Paribas Wealth Management Monaco, Chief Operating Officer, Responsable Finance, RH, Juridique, IT et Opérations
	2011-2019	UBP (Suisse) SA, Chief Operating Officer Private Banking, Head of External Asset Managers & Wealth Management Services, Responsable des Projets / Services Banque Privée et des Gérants de Fortune Indépendants (GFI)
	2014-2019	UBP Investment Advisors SA Membre du Conseil d'Administration
Fonction actuelle		Groupe Chief Operating Officer Responsable IT et Opérations du Groupe
		Membre du Comité exécutif
Mandats d'administrateur	depuis 2021	Blockchain Association for Finance Membre du Board de l'association, représentant du Groupe Edmond de Rothschild
	depuis 2023	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Membre du Conseil de fondation



Christophe Caspar

Membre, Français, 1971 – Global Chief Executive Officer Asset Management

Formation	1990-1995	Reims Management School
	1996-1999	Royal Holloway, Université de Londres
	2002	CFA Charterholder
Parcours professionnel	1999-2005	Russell Investments, Londres, Portfolio Analyst to Portfolio Manager
	2006-2008	Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Japan
	2008-2009	Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Asia Pacific
	2009-2016	Russell Investments, Londres, Global CIO, Multi-Asset Solutions and CIO EMEA
	2016-2018	Pictet Bank & Cie SA, Head of Investments, Pictet Wealth Management
	2018-2019	Edmond de Rothschild Asset Management, Deputy CEO and Head of Investments
	depuis 2019	Membre du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA
Fonction actuelle		Responsable de l'Asset Management Global CEO Asset Management
		Membre du Comité exécutif
Mandats d'administrateur	depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Président du Conseil d'Administration et membre du Comité de nomination et de rémunération
	depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Président du Conseil d'Administration
	depuis 2019	Edmond de Rothschild SICAV, France Président du Conseil d'Administration
	depuis 2020	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Président du Conseil d'Administration
	depuis 2022	Edmond de Rothschild REIM Holding SA Président du Conseil d'Administration
	depuis 2023	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Président du Conseil d'Administration

Pierre-Etienne Durand

Membre, Français, 1976 – Chief Strategy and Communication Officer

Formation	1994	Baccalauréat C (mention bien)
	1994-1995	Lycée du Parc, classe préparatoire - Lyon
	1995-1998	ESSEC
	1997	Kellogg (Northwestern), échange en MBA - Chicago
	2005	INSEAD, MBA - Fontainebleau
Parcours professionnel	1998-2000	Renault - Londres Contrôleur de gestion
	2000-2004	Olivier Wyman - Paris Consultant
	2006-2013	Bain & Company - Paris Partner
Fonction actuelle		Responsable de la Stratégie, du Corporate Développement et de la Communication
		Membre du Comité exécutif

Jean-Christophe Pernollet¹

Membre, Français, 1966 – Chief Risk Officer

¹Jusqu'au 28 février 2025. Ses données peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels> (cf. page 28 du rapport annuel 2024).

**Monika Vicandi¹**

Membre, Suisse, 1967 – Chief Risk Officer

Formation	1992	Lic.iur.
	1995	Brevet d'avocat
	1998	LL.M., International Law
	2014	LL.M. In international taxation
Parcours professionnel	2021 - 2024	Chief Risk Officer, Member of the Group management board, ODDO BHF Group
	2021	Head Tax Zurich, Member of the Executive Management, BRP Tax S.A.Zurich
	2011 - 2021	Various positions at VP Bank, Chief Risk Officer, Member of the Group Executive Management (2017 - 2020)
	2000 - 2011	Head Legal & Compliance Union Bancaire Privée Zurich
	1996 - 2000	Legal Counsel, Winterthur International
	1993 - 1994	Court clerk Hinwil district court
Fonction actuelle		Responsable Risques, Legal et Compliance ²
		Membre du Comité exécutif
Mandats d'administrateur	depuis 2025	Edmond de Rothschild (UK) Ltd ¹ Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
	depuis 2025	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd ¹ Membre du Conseil d'administration et du Comité des risques
	depuis 2025	Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai ¹ Membre du Conseil d'administration

¹A compter du 1^{er} mars 2025, en remplacement de Jean-Christophe Pernellet**Stéphane Voyer**

Membre, Français, 1971 – Global Head of Human Resources

Formation		Lycée de la Versoie, Thonon-les-Bains
	1989-1990	Institution Les Chartreux, Lyon
	1990-1993	Burgundy School of Business - BSB
Parcours professionnel	1994-2004	Procter & Gamble France & Europe, Sales, Marketing and HR Manager
	2004-2007	Procter & Gamble France Managing Director & HR Head, Prestige Beauty & Professional Hair Care
	2007-2008	Pierre Fabre Group, Vice-President, Global HR
	2008-2011	LVMH, Senior Vice-President HR
	2008-2014	LVMH, Senior Vice-President, Global Talent Management & International
	2014-2016	Moët Hennessy, Senior Vice-President, Global Human Resources
	2016-2022	LVMH Japan, Senior Vice-President Human Resources
	2022-2024	Parfums Christian Dior, Senior Vice-President, Global Human Resources
Fonction actuelle		Responsable des Ressources Humaines
		Membre du Comité exécutif
Mandats d'administrateur	depuis 2025	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Membre du Conseil de Fondation
		Fondation BSB (Burgundy Business School) Membre du Conseil d'administration

Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Comité exécutif, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section « Direction générale » en pages 35 et suivantes.



Rémunérations, participations et prêts

Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild ; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques dans l'absence de discrimination qu'elle soit liée au genre, à la nationalité, à l'apparence physique ou à l'état de santé.

La politique de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

La compétence de nomination des membres du Comité de rémunération et de nomination appartient statutairement au Conseil d'Administration.

La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'Administration et du Comité exécutif appartient statutairement au Conseil d'Administration.

Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération apparaissent dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

Le Conseil d'Administration a désigné, au cours de la séance qui a suivi l'Assemblée générale du 17 avril 2025, quatre administrateurs comme membres du Comité de rémunération et de nomination pour une durée d'un an, à savoir Madame Véronique Morali (Présidente), Messieurs Yves Perrier (Vice-Président) ainsi que Christian Gellerstad et Philippe Perles.

Le Comité de rémunération et de nomination se réunit en principe au minimum une fois par année.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>

Vote sur les rémunérations

Le Conseil d'Administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration ou du Comité exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'Administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

Composantes de la rémunération et plan de participation

Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché notamment au travers de participations aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être bénéficiaires de rémunérations différées permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2025, la proportion des bonus (y compris les rémunérations différées) par rapport aux salaires annuels fixes est de 33% (rémunération différée octroyée, possiblement différente de celle comptabilisée).

Les bénéficiaires peuvent se voir attribuer les instruments financiers suivants :

- Des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Il s'agit du Plan d'Actions Gratuites du Groupe (dénommé en anglais, Employee Share Plan (ESP) et anciennement appelé le LTIP), et/ou
- Un montant en numéraire différé indexé sur la valeur du bon de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A., et/ou
- Pour les employés de l'activité Asset Management, l'attribution d'un montant en numéraire indexé à un fond représentatif des expertises d'investissements alternatifs et UCITS. Cet instrument est utilisé dans les entités Européennes pour répondre aux

exigences réglementaires. Au sein de certains métiers, des instruments spécifiques liés à la performance de l'activité sont mis en place dans une optique d'alignement des intérêts et de rétention des talents :

- Private Equity : mécanisme d'inventive plan LTIP PE
- Real Estate : Recurring Business Program

La mise en place de l'ESP a eu lieu en 2016. Ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (RSU) aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition d'une durée d'un, deux et trois ans. A l'échéance de la période, un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan ESP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle d'un an commençant dès la fin de la période d'acquisition durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag-along / tag-along », « malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participation. Le plan ESP de 2020 a été mis en place avec un an de blocage au lieu de deux, les autres règles demeurant au surplus inchangé. Cela reste applicable pour les plans suivants.

Pour le plan 2026, au titre des rémunérations 2025, 155 collaborateurs participent à l'ESP au niveau du Groupe. Le nombre de participants est de 54 pour Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et ses succursales.

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La société peut convenir de certains paiements à l'engagement, notamment en compensation de pertes (de bonus par exemple) consécutives au changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance, ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>



Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance, ou non, à certains Comités. Le Conseil d'Administration détermine le montant des indemnités des administrateurs (Art. 19 al.3 des Statuts*).

La rémunération des membres du Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité de rémunération et de nomination. Le montant global de la rémunération du Conseil d'Administration est ensuite soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Rémunération des membres du Comité exécutif

La rémunération des membres du Comité exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire. Ils sont aussi éligibles à l'ESP. Le montant du bonus et de l'ESP dépend de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'Administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'Administration et du Comité exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé.

Les membres du Comité exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>



Rémunération des collaborateurs non membres du Comité exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles à l'ESP.

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du résultat brut d'exploitation (RBE), discrétionnaire et définie annuellement par le Comité exécutif, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- Qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires, gestion des risques & conformité)
- Quantitatifs : (par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus, dans certains cas, en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, le bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

Le versement d'un bonus est entièrement discrétionnaire et n'est garanti ni dans son principe ni dans son montant. Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat, par quelque partie que ce soit, avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit. Le versement d'un bonus, même répété, ne crée aucun droit pour le Collaborateur.

Droits de participation des actionnaires

Limitation et représentation des droits de vote

Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 3 et Art. 14 al. 1 des Statuts*). Les alinéas 4 et suivants de l'article 6 des Statuts* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'Administration (voir également chiffre 2.6.).

Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'Administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 8 des Statuts* et Art. 685c al. 1 du Code des obligations).

Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts* ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un propriétaire d'actions nominatives peut exercer ses droits sociaux, en particulier son droit de vote, par l'intermédiaire d'un représentant de son choix, actionnaire ou non, muni d'un pouvoir écrit (Art. 14 al. 2 des Statuts*).

Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>

Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts*). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts*).

Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

Article 11 des Statuts*

- L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.
- Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 pour cent au moins du capital-actions ou des voix peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.
- Un ou plusieurs actionnaires, représentant ensemble le 5% au moins du capital-actions ou des voix peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.
- La convocation d'une assemblée générale doit être requise par écrit. Les objets de l'ordre du jour et les propositions doivent être mentionnés dans la requête.

Article 12 al. 1 et 2 des Statuts*

- L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date à laquelle elle doit avoir lieu, selon le mode prévu à l'article 31 al. 2 pour les communications aux actionnaires.
- La date, l'heure, la forme et le lieu de l'assemblée générale, les objets portés à l'ordre du jour, les propositions du Conseil d'Administration, le cas échéant, les propositions des actionnaires, accompagnées d'une motivation succincte ainsi que, le cas échéant, le nom et l'adresse du représentant indépendant sont mentionnés dans la convocation.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>



Prise de contrôle et mesures de défense

Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 2 des Statuts* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF).

Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'Administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>



Organe de révision

Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

Prise d'effet du mandat de révision en cours

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Alex Astolfi est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2024, en remplacement de Christophe Kratzer qui a terminé son mandat débuté en 2019.

Honoraires de révision

L'annexe 30 «Autres charges d'exploitation» du rapport annuel du groupe EdR Suisse détaille les honoraires payés à la société de révision pour l'exercice 2025, en distinguant les honoraires liés au mandat de révision des honoraires liés à des missions de conseil. Ces dernières ont porté sur des mandats ne risquant pas de nuire à l'indépendance de la société de révision.

Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'audit. Le plan d'audit prudentiel et la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés 2025 ont été présentés au Comité d'audit lors de sa séance du 27 août 2025. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'audit ainsi qu'au Conseil d'Administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'audit, au Comité des risques, au Comité exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'audit.

Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe le public de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée générale et sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.com, sous les rubriques «Perspectives et actualités»: <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/perspectives-actualites> et «Rapports annuels» : <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie par ailleurs certaines informations requises par la législation bancaire sur son site internet: www.edmond-de-rothschild.com, sous la rubrique «Informations légales»: <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/informations-legales#suisse>

Contacts

CFO

Monsieur Philippe Cieutat
Directeur financier
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 91
p.cieutat@edr.com

Relations avec les médias

Madame Roxane Planas
Directrice des Relations Extérieures
Edmond de Rothschild
T. +33 1 40 17 38 32
r.planas@edr.com

Internet

www.edmond-de-rothschild.com

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse: <https://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels>



Bâtiment Colibri, Genève, Suisse

Rapport de gestion



Chiffres-clés du Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) SA

Compte de résultat consolidé En milliers de CHF

	2025	2024	Variation	Variation %
Résultat net des opérations d'intérêts	129 548	193 524	-63 976	-33,1
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	780 390	716 542	63 848	8,9
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	165 995	118 484	47 511	40,1
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	-880 524	-854 043	-26 481	3,1
Résultat brut d'exploitation	210 541	206 653	3 888	1,9
Résultat opérationnel	119 305	92 732	26 573	28,7
Bénéfice du Groupe	73 372	74 569	-1 197	-1,6

Rentabilité En %

Rendement des fonds propres bénéfice net / moyenne des fonds propres (après déduction des dividendes)	5,6	5,7	-	-
Rendement de l'actif bénéfice net / moyenne des actifs	0,4	0,5	-	-

Actions En CHF

Résultat par action nominative, à 100.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	112	118	-6	-5,1
--	-----	-----	----	------

Bilan consolidé En milliers de CHF

	2025	2024	Variation	Variation %
Créances sur les banques	5 259 352	4 857 136	402 216	8,3
Créances sur la clientèle	5 249 408	4 863 684	385 724	7,9
Engagements envers les banques	1 143 468	894 749	248 720	27,8
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	13 461 895	12 687 178	774 717	6,1
Fonds propres	1 365 217	1 404 220	-39 003	-2,8
Total du bilan	17 620 618	16 553 894	1 066 725	6,4
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	18,7%	19,4%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	19,1%	19,7%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	183,5%	193,2%	-	-
Ratio de levier en %	6,0%	6,7%	-	-

Avoirs administrés En millions de CHF

Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	198 307	183 797	14 510	7,9
<i>dont prises en compte doubles</i>	10 631	8 213	2 418	29,4
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	9 542	6 267	3 275	52,3

Effectif du Groupe Nombre de collaborateurs

Effectif moyen	2 700	2 649	51	1,9
<i>en Suisse</i>	783	761	22	2,9
<i>à l'étranger</i>	1 917	1 888	29	1,5
Effectif à la fin de la période	2 706	2 693	13	0,5
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	2 664	2 646	18	0,7



La durabilité au sein du groupe Edmond de Rothschild

Un modèle d'affaires basé sur des convictions fortes

Familial, indépendant et spécialisé, le groupe Edmond de Rothschild a été fondé sur la conviction que la richesse est une opportunité pour construire le monde de demain. Cela nous donne l'indépendance et le courage nécessaires pour maintenir une vision de long terme profondément ancrée dans le réel, loin de la spéculation et de l'immatériel, qui est au croisement de trois idées :

- Notre vision active de l'investissement
- Notre façon de nous projeter dans les défis de demain
- Notre volonté d'adopter une approche pragmatique et de mener des actions simples, claires et mesurables.

Les convictions qui guident nos activités depuis plus de 250 ans nous aident à prendre des décisions équilibrées et à conjuguer une vision pionnière avec apprentissage du passé. Nous veillons à une gestion rigoureuse des risques, financiers et extra-financiers, pour que rentabilité et durabilité soient systématiquement associées.

Chez Edmond de Rothschild, notre ambition est de fournir de la valeur partagée en étant tournés vers l'avenir et en respectant notre héritage. Nous conjugons cette responsabilité avec la capacité à innover et à questionner les statu quo afin de proposer des solutions financières innovantes pour nos clients. Notre approche place le progrès humain en première ligne.

L'exigence principale pour accomplir notre mission est un haut degré de responsabilité et d'éthique. Grâce à cela, et à une gouvernance d'entreprise responsable, nous pouvons nous pouvons viser un développement équilibré sur le long terme et maintenir la confiance de nos parties prenantes.

Objectifs Stratégiques de durabilité

Notre approche, dans toutes nos activités, consiste à construire des relations de confiance avec nos clients et nos collaborateurs et à concilier durabilité et rentabilité pour créer de la valeur sur le long terme. Pour nous, il ne peut plus exister de distinction entre la performance financière d'un actif et son caractère durable.

Grâce à l'esprit entrepreneurial historique de notre Maison, nous voulons être acteurs de la transformation et participer activement à l'émergence de solutions porteuses d'impact positif pour la société. Les actions pouvant avoir un impact positif dans l'économie réelle sont pour nous le meilleur moyen de bâtir un héritage concret. Nous abordons ainsi l'investissement, sous toutes ses formes, comme un moyen d'effectuer une contribution positive.

Nos ambitions sont alignées avec les valeurs de la famille Rothschild, qui a toujours fait de l'investissement, financier ou humain, un vecteur de changements positifs et d'avancées sociétales. Pour notre actionnaire, la durabilité s'inscrit de manière transverse au sein du Groupe afin de pouvoir saisir les opportunités et effacer les freins engendrés par les enjeux de durabilité et ce sur les 5 piliers suivants

Entreprise responsable	<ul style="list-style-type: none"> — Intégrer des enjeux de durabilité dans les trois lignes de défense — Intégrer des enjeux de durabilité dans le code d'éthique du Groupe — Engager les instances dirigeantes sur les risques de durabilité
Investissement responsable	<ul style="list-style-type: none"> — Augmenter les exigences en Investissements Durables — Formaliser la prise en compte du risque climat — Déployer des formations continues sur toutes les thématiques de finance durable
Capital humain	<ul style="list-style-type: none"> — Renforcer l'engagement et la cohésion sociale — Partager et vivre la culture Edmond de Rothschild — Investir dans le développement de notre capital humain
Impact environnemental	<ul style="list-style-type: none"> — Optimiser les consommations d'énergie — Progresser dans la gestion responsable des déchets
Investissement durable	<ul style="list-style-type: none"> — Participer aux transformations sociétales par nos activités — Rendre compte de nos engagements externes — Protéger nos parties prenantes



Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 23 avril 2026

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

L'année 2025 a été marquée par le retour au pouvoir de Donald Trump, réélu à la présidence des États-Unis, ainsi que par l'installation d'une administration républicaine et conservatrice, après un intermède de quatre ans. Dans le prolongement de la campagne électorale qui avait précédé, de nouvelles orientations et des décisions majeures ont été prises par l'exécutif dès les premières semaines de son mandat. À travers ces positions, les États-Unis cherchent à réaffirmer leur puissance dans tous les domaines (économie, commerce, relations internationales) et n'hésitent pas à remettre en cause les équilibres établis depuis 1945 et à contester la légitimité des institutions internationales et à reconsidérer certaines alliances historiques.

Parmi l'ensemble des décrets signés à partir de janvier 2025, la seconde présidence Trump s'est illustrée par un mouvement massif de hausse des tarifs douaniers, ouvrant un cycle de négociations plus ou moins équilibrées avec chacun des partenaires concernés. L'objectif affiché de ces mesures était de générer de nouvelles recettes fiscales, permettant à terme de réduire la pression pesant sur les entreprises et les ménages américains, tout en contribuant au rééquilibrage de la balance commerciale des États-Unis, notamment en incitant au rapatriement ou au développement d'investissements industriels européens et asiatiques sur le sol américain.

Parallèlement, en alternant signaux conciliants et déclarations offensives à l'égard de ses interlocuteurs, Washington a exercé une pression maximale sur ses alliés de l'OTAN afin qu'ils augmentent leurs dépenses de défense. L'aide militaire à l'Ukraine s'est progressivement tarie, obligeant les pays européens à compenser par de nouveaux efforts financiers. Cette stratégie a favorisé l'industrie de défense américaine, capitalisant à la fois sur son avance technologique dans certains domaines et sur les intérêts divergents des pays du Vieux Continent. La volonté affichée de prise de contrôle du Groenland s'inscrit dans cette logique : celle du retour assumé à une posture impérialiste agressive, y compris envers ses alliés et partenaires les plus proches.

De nouvelles incertitudes sont ainsi venues s'ajouter en 2025 à l'instabilité politique persistante qui affecte l'Europe, ainsi qu'aux tensions croissantes avec la Chine sur la question de Taïwan et avec l'Iran sur son programme nucléaire, tandis que la perspective d'une issue au conflit russo-ukrainien semblait s'éloigner.

Dans ce contexte perturbé, les banques centrales ont globalement assoupli leurs politiques monétaires afin de soutenir une activité économique mise à l'épreuve par les tensions commerciales. Le retour à des niveaux d'inflation jugés plus raisonnables a permis d'engager ou de poursuivre un cycle de baisse des taux d'intérêt, à l'exception du Japon qui les a, au contraire, relevés pour contenir la hausse des prix. Face aux risques de récession, la zone euro, les pays européens dans leur ensemble et la plupart des économies asiatiques ont ainsi continué à réduire le coût du crédit dès le premier semestre 2025. Malgré les injonctions de l'exécutif américain, la Réserve fédérale a, pour sa part, temporisé face au risque de surchauffe de l'économie et des prix, avant de finalement abaisser ses taux directeurs au dernier trimestre, alors que la situation de l'emploi commençait à se dégrader.

L'instabilité politique a continué de peser sur les acteurs économiques en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, dans un contexte de montée des partis contestataires. Paralysés par des coalitions gouvernementales fragiles et des majorités parlementaires instables, les gouvernements de ces pays n'ont pas été en mesure de déployer des politiques de long terme à même de soutenir durablement leurs économies. Face aux enjeux posés par l'intelligence artificielle, domaine dans lequel les entreprises technologiques américaines et chinoises ont pris une longueur d'avance, les investissements indispensables tardent à se concrétiser en Europe.

Les géants asiatiques et plusieurs grandes économies émergentes ont, pour leur part, contourné les mesures tarifaires américaines en renforçant leurs exportations vers l'Europe, tout en continuant à bénéficier de pétrole russe acquis à des conditions très avantageuses. La Chine, qui a répliqué aux hausses de tarifs douaniers par ses propres mesures et par la menace d'une restriction sur l'exportation de ses terres rares, sort globalement renforcée de cette séquence, malgré les signaux négatifs en provenance de son marché intérieur.

La situation interne des États-Unis, à l'issue de cette première année de retour au pouvoir de Donald Trump, apparaît contrastée. Si l'économie affiche un réel dynamisme, en particulier pour les acteurs de la Tech, le niveau de vie de la population reste pénalisé par des prix encore élevés au regard de la progression des salaires, et la société américaine demeure profondément divisée entre courants conservateurs et progressistes.

L'industrie financière a dû faire face à l'ensemble de ces enjeux pour soutenir l'investissement, les échanges et la demande de crédit, tout en restant sélective dans le choix des projets à accompagner.

Ancré dans l'économie réelle et engagé de longue date dans l'investissement à impact, le groupe Edmond de Rothschild voit

sa stratégie confortée par les tendances actuelles et l'urgence des grands défis sociétaux. Cette stratégie crée de la valeur pour nos clients et constitue un véritable levier de performance pour le Groupe.

En 2025, Edmond de Rothschild a ainsi enregistré d'importants succès commerciaux sur l'ensemble de ses activités, porté par une stratégie visant à se concentrer sur ses segments de marché prioritaires, tout en maintenant une croissance organique ciblée.

Le Groupe continue de s'adapter aux attentes de ses clients en leur apportant davantage d'authenticité, des contenus plus pertinents et des solutions en adéquation avec leurs besoins. Cette démarche d'amélioration continue, engagée depuis plusieurs années, repose sur la modernisation de l'organisation interne du Groupe, de ses outils et sur l'enrichissement de ses contenus. Un accent particulier est mis sur les thématiques d'investissement afin de proposer des solutions allant au-delà de la seule performance financière et solidement ancrées dans l'économie réelle.

En 2025, le Groupe a poursuivi le renforcement de ses équipes commerciales et de gestion pour soutenir ses ambitions de développement sur l'ensemble de ses géographies, tant en Banque Privée qu'en Asset Management.

Organisée en trois pôles, la Banque Privée a poursuivi son développement au cours des douze derniers mois :

- La Banque Privée Internationale a réalisé de très bons résultats commerciaux tout en accueillant de nouveaux banquiers en Suisse, sous la responsabilité de François Pradervand, et à Monaco, sous la responsabilité de Gérard Ohresser,
- La Banque Privée Europe, sous la responsabilité d'Yves Stein et d'Eliseo Graziani, a poursuivi sa transformation et a notamment renforcé ses positions au Luxembourg, en Italie, au Portugal et en Espagne,
- La Banque Privée France associant le Corporate Finance et les activités de courtage en assurance, sous la responsabilité de Renzo Evangelista, a continué de renforcer ses équipes à Paris et en région.

En 2025, l'ensemble des Banques Privées du Groupe a enregistré une collecte nette positive de CHF 5 milliards.

Métier historique du Groupe, la Banque Privée accompagne ses clients de manière dynamique et anticipe au mieux leurs besoins. À cette fin, le Groupe a développé une gamme de produits et de services au plus près de l'économie réelle et des préoccupations des entrepreneurs. La Banque Privée a ainsi bâti la capacité d'assembler proactivement des solutions et des expertises pour accompagner ses clients à chaque étape de la transformation de leur patrimoine.

Elle propose un accès à des investissements, des conseils et un service expert : opérations de fusions, acquisitions et cessions, planification financière, analyse patrimoniale, conseil en assurance-vie, en portant



une attention particulière aux contraintes patrimoniales propres à chaque client.

L'ensemble de ces savoir-faire est orchestré par le banquier privé, pivot de la relation client, qui adopte une vision holistique des différents actifs afin d'élaborer pour chaque client une allocation stratégique adaptée.

Dans un contexte de forte incertitude économique, les équipes de banquiers sont restées très proches de leurs clients pour les informer, les conseiller et les accompagner dans la gestion de leurs portefeuilles au cours de cette période particulièrement inédite sur les marchés.

En 2025, fidèle à ses convictions d'investissement alliant rendement financier et impact, Edmond de Rothschild a poursuivi le déploiement de solutions d'investissement socialement responsable et fait évoluer sa proposition de valeur pour mieux répondre aux attentes de sa clientèle (mandats de gestion ISR, thématiques d'investissement, produits structurés).

Par ailleurs, les équipes de Gestion Conseillée ont su, dans ces périodes de forte volatilité, se montrer très présentes auprès des clients pour optimiser la gestion de leurs portefeuilles. Les encours gérés par cette équipe ont progressé de 10 % sur l'année et ont doublé sur les cinq dernières années.

Enfin, dans un souci constant de répondre aux besoins de financement de ses clients privés, la Banque continue de proposer de manière maîtrisée son offre de crédit. Dans un environnement marqué par un niveau de taux d'intérêt en baisse, les encours de crédits tirés ont progressé au cours de l'année et dépassent désormais CHF 7 milliards à fin 2025.

Les activités d'Asset Management, sous la responsabilité de Christophe Caspar, ont poursuivi leur transformation engagée depuis plusieurs années :

- L'activité de gestion d'actifs réels est désormais placée sous la responsabilité d'Anne-Laurence Roucher et afin de développer des synergies supplémentaires,
- Les thématiques de gestion phares sur les fonds liquides ainsi que les expertises de private equity continuent d'être privilégiées. Ainsi, une activité de gestion quantitative a été lancée en fin d'année et est appelée à se renforcer dans les prochains mois.

En 2025, l'Asset Management a enregistré une collecte nette de CHF 5 milliards. Les gammes de produits liquides ainsi que l'ensemble des classes d'actifs réels développées par le Groupe (immobilier, private equity et dette d'infrastructure) ont contribué positivement à cette performance globale.

S'agissant des actifs liquides, la collecte a atteint CHF 4.3 milliards, avec des performances réalisées sur toutes les grandes thématiques : equity, fixed income – notamment en Corporate Debt – ainsi qu'en multi-management et managed accounts.



L'ensemble des classes d'actifs réels a continué de se renforcer, avec une collecte nette de CHF 1.2 milliard et une masse sous gestion atteignant CHF 22 milliards.

Edmond de Rothschild Private Equity a poursuivi activement sa croissance. Les encours sous gestion poursuivent leur progression, avec une collecte brute de CHF 240 millions. Parmi les nombreux succès, citons les levées sur Transmission & Croissance II, Ginkgo IV Urban Gen. et Amethis III.

La gamme d'investissements immobiliers, désormais regroupée sous la bannière Edmond de Rothschild Real Estate Investment Management, continue de se développer et de se diversifier afin de proposer des produits adaptés à la conjoncture actuelle. Avec près de CHF 13 milliards d'actifs sous gestion, cette activité a participé à un nombre significatif d'opérations immobilières sur le marché européen.

Enfin, avec plus de CHF 4,9 milliards sous gestion, la plateforme de dette d'infrastructures BRIDGE (Benjamin de Rothschild Infrastructure Debt Generation) s'est encore renforcée. L'expansion géographique étant essentielle à sa croissance au cours des prochaines années, des stratégies plus globales sont en cours de déploiement, notamment en Arabie saoudite.

L'ensemble de ces activités bénéficie par ailleurs de la puissance commerciale des équipes d'Asset Management, qui les proposent de manière active à l'ensemble de nos clients. Cette volonté d'adopter une démarche transversale nous permet de créer des passerelles entre nos différentes expertises et de mutualiser des compétences spécifiques.

Le Groupe Edmond de Rothschild continue à s'adapter à l'évolution des attentes de la clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions réellement adaptées à leurs besoins. En modernisant son organisation au cours des dernières années, le Groupe s'y est préparé.

Suisse

Avec des entrées nettes d'actifs de CHF 1.1 milliard, le dynamisme de l'entité de tête du Groupe a confirmé sa bonne dynamique commerciale, principalement dans les activités de Banque Privée.

La Banque en Suisse sert une clientèle internationale et domestique dont les besoins spécifiques et les objectifs de long terme nécessitent un partenariat de confiance. Elle agit également en tant que booking center pour le compte d'autres entités du Groupe.

France

L'activité commerciale est restée très dynamique en France. Notre filiale Edmond de Rothschild (France) a enregistré en 2025 une collecte nette de EUR 3.8 milliards, dont EUR 2.1 milliards en Banque Privée et EUR 1,8 milliard en Asset Management.

Les entrepreneurs constituent l'un des principaux moteurs de croissance de la Banque en France. L'offre d'Edmond de Rothschild, fondée sur une large palette d'expertises à destination des PME et de leurs dirigeants (conseil, fusions et acquisitions, ingénierie financière et patrimoniale, private equity), répond pleinement à leurs besoins.

Les synergies développées avec l'équipe de corporate finance permettent également de proposer des solutions sur mesure en matière de transmission, d'augmentation de capital et de croissance externe. À ce titre, le Groupe a su maintenir ses positions face à ses concurrents dans un marché du mid-market en repli, pénalisé par les incertitudes politiques en France.

Les secteurs résilients et diversifiés, notamment la santé, l'industrie, les services B2B et les TMT (Telecom, Media & Technology), ont particulièrement suscité l'intérêt des investisseurs.

Monaco

Edmond de Rothschild (Monaco) a réalisé de très bons résultats en 2025. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis une collecte de plus de EUR 0.7 milliard et porté la masse sous gestion à près de EUR 17 milliards.

Luxembourg

La dynamique commerciale d'Edmond de Rothschild (Europe) est restée soutenue, avec une collecte de EUR 3,0 milliards, dont EUR 1,3 milliard en Banque Privée et EUR 1.7 milliard en Asset Management. L'activité auprès de la clientèle privée a été particulièrement positive pour l'entité du Luxembourg ainsi que pour les succursales d'Italie et du Portugal.

Dubaï

La filiale du Groupe à Dubaï a continué d'enregistrer en 2025 des flux nets positifs et dispose de perspectives de développement attractives pour les prochaines années. L'ensemble des opérations du Groupe dans la région Middle East, pilotées également depuis la Suisse, Monaco et le Luxembourg, permet de développer progressivement des synergies commerciales efficaces et adaptées aux besoins des clients.

Israël

Edmond de Rothschild (Israël) Ltd a renforcé ses équipes de banquiers privés et poursuivi son développement en 2025 avec une collecte nette positive de CHF 0.3 milliard.

Royaume-Uni

Le Groupe Edmond de Rothschild a pris au cours de l'année 2025 une participation majoritaire dans le Groupe Hottinger, basé au Royaume Uni. Cette entité développe une activité de banque privée et s'inscrit pleinement dans les valeurs du Groupe.



Résultats consolidés

Les avoirs de la clientèle s'établissent en fin d'année 2025 à CHF 198 milliards, en hausse de +8% par rapport à l'an dernier, grâce à la collecte nette positive de CHF 10 milliards, et à l'évolution favorable des marchés financiers.

La collecte nette de l'année est tirée par la clientèle privée pour CHF 5 milliards et l'ensemble des gammes d'asset management pour CHF 5 milliards.

La collecte nette auprès de la clientèle privée a bénéficié de la dynamique commerciale sur l'ensemble des géographies. Elle a été portée par les efforts déployés pour accompagner nos clients dans le contexte d'incertitude économique et géopolitique.

Pilier de notre stratégie de maison d'investissements, notre plateforme d'Actifs Réels approche CHF 22 milliards sous gestion à fin 2025, portée par la contribution des trois métiers qui la composent (dette d'infrastructure, immobilier, private equity) malgré un environnement de taux d'intérêts encore élevés peu favorables au développement de ces expertises.

À CHF 1'091 millions, les revenus progressent de 2% par rapport à l'an dernier. La hausse des commissions sur encours, portée par la progression des actifs sous gestion et des commissions sur flux, a été en partie compensée par la diminution des revenus d'intérêts, liée à la baisse des taux. Les commissions de surperformance contribuent pour CHF 11 millions, en retrait par rapport à 2024.

Dans le détail, les revenus évoluent de la façon suivante

- Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en progression de 9% pour s'établir à CHF 780 millions,
- Le résultat net des opérations d'intérêts a diminué de 33% pour atteindre CHF 130 millions
- Le résultat des opérations de négoce est en hausse de 40%, par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 166 millions,
- Les autres résultats ordinaires s'élèvent à CHF 15 millions contre CHF 32 millions lors de l'exercice précédent,
- Le taux de marge brute induit est en retrait, en passant de 60 bps en 2024 à 58 bps en 2025, signe d'une bonne résilience des revenus malgré des effets de change défavorables.

À CHF 881 millions, les charges d'exploitation affichent une hausse de 3% sur l'année. Les frais de personnel augmentent de 1.5%, tandis que les autres frais progressent de 6% dont la moitié est liée à la reprise en interne de services jusqu'ici externalisés. Hors éléments non récurrents et à périmètre constant, les charges progressent de seulement 0,7%.

Au global, le résultat brut d'exploitation s'établit à CHF 211 millions, en hausse de 2%.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 87 millions, en hausse de 2%.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 4 millions. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des pertes opérationnelles.

Résultat opérationnel

Ces différents éléments conduisent à un résultat opérationnel de CHF 119 millions en hausse de 29% sur l'année.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 4 millions. Ils s'élevaient à CHF 40 millions en 2024 à la suite de la cession de l'un des immeubles détenus par le Groupe, dans le cadre du déménagement de l'ensemble des équipes basées à Genève sur un site unique. Les charges extraordinaires s'élèvent à près de CHF 3 millions et sont principalement composées de cessions et de mises au rebut d'immobilisations.

Comme en 2024, aucun mouvement n'est intervenu en 2025 sur les réserves pour risques bancaires généraux.

Enfin, les impôts s'établissent à CHF 47 millions, comparés à CHF 48 millions en 2024.

Ces différents éléments conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 73 millions, contre CHF 75 millions en 2024.

Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 17.6 milliards, comparé à CHF 16.6 milliards au 31 décembre 2024.

En ce qui concerne l'actif :

- L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, s'établit à CHF 13 milliards en hausse de 7%,
- Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 260 millions, comparées à CHF 303 millions en 2024,
- Les immobilisations financières progressent de 8% à CHF 3.1 milliards,
- Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 327 millions, comparés à CHF 282 millions en 2024.

Au passif :

- Les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 13.5 milliards, comparés à CHF 12.7 milliards en 2024. Ils représentent 76% du total du bilan,
- Les réserves pour risques bancaires généraux sont stables par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 151 millions,
- Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,4 milliard. Ils représentent 8% du total du bilan. Après distribution du dividende, ils se chiffreront à CHF 1.3 milliard.

Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 19.1% à fin décembre 2025, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de plus de CHF 420 millions.

Perspectives pour l'année 2026

Le début de l'année 2026 s'inscrit dans la continuité de 2025. La politique de l'administration américaine continue de structurer l'environnement géopolitique mondial : guerre avec l'Iran, pressions accrues sur les pays européens, remise en cause possible des hausses de tarifs douaniers par la Cour suprême des États-Unis.

Les milieux économiques semblent s'être accommodés de ce climat d'incertitude persistante et affichent un certain optimisme, porté par les investissements massifs des États pour garantir leur souveraineté à long terme et par les investissements dans l'intelligence artificielle. La confrontation des États-Unis avec l'Iran ouvre cependant un nouveau champ d'instabilité. La nomination d'un nouveau gouverneur de la Réserve fédérale pourrait se traduire par la poursuite de l'assouplissement monétaire outre-Atlantique, tandis que les banques centrales européennes pourraient opter pour le statu quo, exerçant une pression baissière sur le dollar. L'Asie et les États-Unis devraient continuer à être les principaux moteurs de la croissance mondiale.

Dans ce contexte, le Groupe poursuit la mise en œuvre de sa stratégie, fondée sur la conviction que la richesse doit servir à construire l'avenir et à financer l'économie réelle. Cette ambition apparaît plus que jamais pertinente.

Le Groupe va accélérer sa stratégie de différenciation autour d'investissements de convictions, adossée à des moyens significatifs en matière de recherche et à une politique d'innovation soutenue, avec pour objectif de délivrer de la performance à long terme : concentration sur une sélection de stratégies clairement identifiées, feuille de route ambitieuse en matière d'investissements socialement responsables, et renforcement des gammes de produits thématiques.

En matière de Banque Privée, Edmond de Rothschild entend conforter sa position de référence. Parallèlement à des recrutements ciblés de banquiers privés, le Groupe s'appuiera sur la qualité de ses équipes pour poursuivre l'innovation dans son offre (mandats de private equity, accélération des club-deals, mandats thématiques) et améliorer l'expérience client, notamment grâce à la digitalisation et à la force de son écosystème.

Enfin, l'enjeu de la digitalisation des entreprises demeure essentiel, et l'ensemble du Groupe a la volonté de poursuivre activement cette transformation.

Nous envisageons 2026 avec confiance compte tenu de la solidité du Groupe, de la pertinence de notre modèle et des succès enregistrés en 2025. Plus que jamais, nous sommes mobilisés aux côtés de nos actionnaires.

Le Conseil d'Administration

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de Edmond de Rothschild (Suisse) SA, Genève

Rapport sur l'audit des comptes consolidés

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Edmond de Rothschild (Suisse) SA et ses filiales (« le groupe »), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2025, le compte de résultat de l'exercice consolidé, l'état des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés ci-joints donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés » de notre rapport. Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession qui s'appliquent aux audits des états financiers des sociétés d'intérêt public. Nous avons aussi satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés et de notre rapport correspondant.

Notre opinion d'audit sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

PricewaterhouseCoopers SA, Avenue Giuseppe-Motta 50, 1202 Genève
+41 58 792 91 00

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés lesquels donnent une image fidèle conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre ses activités et d'établir les comptes consolidés sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider le groupe ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- Nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne du groupe.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de

jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes consolidés ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener le groupe à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation dans son ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et estimons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle à donner une présentation sincère.
- Nous planifions et réalisons l'audit des comptes consolidés afin de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés sur les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion d'audit sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit des comptes consolidés. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au Conseil d'administration ou à sa commission compétente, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a al. 1 ch. 3 CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Alex Astolfi
Expert-réviser agréé
Réviser responsable



Omar Grossi
Expert-réviser agréé

Genève, le 31 mars 2026

Annexe :

- Comptes consolidés (bilan consolidé, compte de résultat de l'exercice consolidé, état des capitaux propres consolidés, tableau des flux de trésorerie consolidés et annexe)



Bilan consolidé au 31 décembre 2025

Actifs

En milliers de CHF

	Notes	2025	2024	Variation	Variation %
Liquidités	19	463 898	527 688	-63 790	-12,1
Créances sur les banques	19	5 259 352	4 857 136	402 216	8,3
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,19	447 561	280 000	167 561	59,8
Créances sur la clientèle	2,19	5 249 408	4 863 684	385 724	7,9
Créances hypothécaires	2,19	1 986 540	2 015 493	-28 953	-1,4
Opérations de négoce	3,19	0	92	-92	-100,0
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,19	259 513	303 262	-43 749	-14,4
Immobilisations financières	5,19	3 122 847	2 901 388	221 459	7,6
Comptes de régularisation		327 406	282 269	45 137	16,0
Participations non consolidées	6,7	13 364	14 327	-963	-6,7
Immobilisations corporelles	8	370 089	351 538	18 551	5,3
Valeurs immatérielles	9	65 646	78 658	-13 012	-16,5
Autres actifs	10	54 994	78 359	-23 365	-29,8
Total des actifs	11,20,21,23	17 620 618	16 553 894	1 066 724	6,4
Total des créances subordonnées		0	0	0	0,0
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		0	0	0	0,0

**Passifs**

En milliers de CHF

	Notes	2025	2024	Variations	en %
Engagements envers les banques	19	1 143 468	894 749	248 720	27,8
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	19	13 461 895	12 687 178	774 717	6,1
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,19	210 794	228 770	-17 976	-7,9
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	14	833 920	791 444	42 476	5,4
Comptes de régularisation		481 767	402 697	79 070	19,6
Autres passifs	10	86 707	82 115	4 592	5,6
Provisions	15	36 850	62 721	-25 871	-41,2
Réserves pour risques bancaires généraux		151 075	151 075	0	0,0
Capital social	16	58 694	58 694	0	0,0
Réserve issue du capital		502 391	502 391	0	0,0
Réserve issue du bénéfice		859 486	891 248	-31 762	-3,6
Réserve de change		-281 667	-273 223	-8 444	3,1
Intérêts minoritaires au capital propre		1 866	-534	2 400	-449,4
Bénéfice consolidé de l'exercice		73 372	74 569	-1 197	-1,6
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		7 702	5 567	2 135	38,4
Total des fonds propres		1 365 217	1 404 220	-39 003	-2,8
Total des passifs	20,23	17 620 618	16 553 894	1 066 725	6,4
Total des engagements subordonnés		19 559	19 765	-206	-1,0
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		0	0	0	0,0

Opérations hors bilan

En milliers de CHF

Engagements conditionnels	2,24	245 942	287 924	-41 982	-14,6
Engagements irrévocables	2	638 104	641 433	-3 329	-0,5
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	2	355 610	410 879	-55 269	-13,5



Compte de résultat de l'exercice consolidé au 31 décembre 2025

Compte de résultat de l'exercice consolidé au 31 décembre 2025 En milliers de CHF

	Notes	2025	2024	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes	28	308 685	462 801	-154 116	-33,3
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		637	630	7	1,1
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		63 142	67 590	-4 448	-6,6
Charges d'intérêts	28	-242 852	-337 814	94 962	-28,1
Résultat brut des opérations d'intérêts		129 612	193 207	-63 595	-32,9
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	15	-65	317	-382	-120,4
Résultat net des opérations d'intérêts		129 548	193 524	-63 977	-33,1
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		912 392	831 356	81 036	9,7
Produit des commissions sur les opérations de crédit		3 734	4 198	-464	-11,1
Produit des commissions sur les autres prestations de service		88 546	83 844	4 702	5,6
Charges de commissions		-224 282	-202 856	-21 426	10,6
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		780 390	716 542	63 848	8,9
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	27	165 995	118 484	47 511	40,1
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		3 163	5 464	-2 301	-42,1
Produit des participations		3 766	5 502	-1 736	-31,6
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		2 836	4 285	-1 449	-33,8
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		930	1 217	-287	-23,6
Résultat des immeubles		796	487	309	63,4
Autres produits ordinaires		20 717	54 325	-33 608	-61,9
Autres charges ordinaires		-13 310	-33 632	20 322	-60,4
Autres résultats ordinaires		15 132	32 146	-17 014	-52,9



	Notes	2025	2024	Variation	Variation %
Charges de personnel	29	-574 061	-565 377	-8 684	1,5
Autres charges d'exploitation	30	-306 463	-288 666	-17 797	6,2
Charges d'exploitation		-880 524	-854 043	-26 481	3,1
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	33	-86 794	-84 771	-2 023	2,4
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	31	-4 442	-29 150	24 708	-84,8
Résultat opérationnel		119 305	92 732	26 573	28,7
Produits extraordinaires	32	4 179	39 927	-35 748	-89,5
Charges extraordinaires	32	-2 877	-9 515	6 638	-69,8
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	32	0	-90	90	-100,0
Impôts	35	-47 235	-48 485	1 250	-2,6
Bénéfice consolidé de l'exercice	34	73 372	74 569	-1 197	-1,6
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		7 702	5 567	2 135	38,4



État des capitaux propres au 31 décembre 2025

État des capitaux propres au 31 décembre 2025 En milliers de CHF

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Intérêts minoritaires au capital propre	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2025	58 694	502 391	891 248	151 075	-273 223	-534	74 569	1 404 220
Différences de change	0	0	0	0	-8 444	639	0	-7 805
Dividendes	0	0	-95 083	0	0	-3 398	0	-98 481
Autres distributions	0	0	69 002	0	0	5 567	-74 569	0
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	0	0	-5 681	0	0	-408	0	-6 089
Bénéfice consolidé de l'exercice	0	0	0	0	0	0	73 372	73 372
Capitaux propres au 31 décembre 2025	58 694	502 391	859 486	151 075	-281 667	1 866	73 372	1 365 217

La ligne «dividendes» comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne «autres distributions» représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.



Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2025

Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2025
En milliers de CHF

	2025			2024		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)						
Bénéfice consolidé de l'exercice	73 372	0		74 569	0	
Réserves pour risques bancaires généraux	0	0		90	0	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	86 794	0		84 771	0	
Provisions et autres corrections de valeurs	8 600	34 471		33 022	12 506	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	12	132		630	1 134	
Délimitations actives	0	21 772		0	16 030	
Délimitations passives	83 662	0		1	47 013	
Dividende de l'exercice précédent	0	95 083		0	100 366	
Solde	252 440	151 458	100 982	193 083	177 049	16 034
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres						
Ecritures par les réserves	0	17 292		0	-13 652	
Solde	0	17 292	-17 292	0	-13 652	13 652
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles						
Participations non consolidées	1 197	913		3 703	1 615	
Immeubles	0	6 106		20 555	28 268	
Autres immobilisations corporelles	1 328	82 600		1 874	105 852	
Valeurs immatérielles	1 569	9 400		466	1 227	
Différence de change	3 555	0		0	6 525	
Solde	7 649	99 019	-91 370	26 598	143 487	-116 889



Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2025
En milliers de CHF

	2025			2024		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds de l'activité bancaire						
Opérations à moyen et long terme (> 1 an)						
Engagements envers les banques	57	0		0	43 589	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	0	12 253		0	249 141	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	0	0		0	0	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	10	0		458 730	0	
Créances sur les banques	0	0		25 094	0	
Créances sur la clientèle	7 976	0		12 625	0	
Créances hypothécaires	41 975	0		0	15 552	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	0	0		0	0	
Immobilisations financières	0	339 517		0	110 154	
Opérations à court terme						
Engagements envers les banques	248 662	0		206 415	0	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	786 970	0		268 562	0	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	0	17 976		0	27 674	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	42 466	0		0	445 201	
Créances sur les banques	0	402 216		962 921	0	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	0	167 561		0	104 860	
Créances sur la clientèle	0	393 580		0	400 305	
Créances hypothécaires	0	13 022		0	4 076	
Opération de négoce	92	0		0	92	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	43 749	0		0	47 540	
Immobilisations financières	118 058	0		0	374 487	
Solde	1 290 015	1 346 125	-56 110	1 934 347	1 822 671	111 676
Etat des liquidités						
Liquidités	63 790	0		0	24 472	
Solde	63 790	0	63 790	0	24 472	-24 472
Total des sources et emplois de fonds	1 613 894	1 613 894		2 154 027	2 154 027	



Annexe aux comptes consolidés

Nom et forme juridique du Groupe

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 116 à 125).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 2'664 collaborateurs, comparés à 2'646 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- Amethis Advisory South Africa (Pty), Johannesburg
- Amethis for Advisory and Restructuring Services, Le Caire
- Aion Capital Group S.à.r.l., Luxembourg
- EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2024, Luxembourg
- Cordatus Real Estate (Jersey) GP Limited, Jersey
- Cordatus Real Estate Trustee Company Limited, Jersey
- Cordatus Jersey Nominee 1 Limited, Jersey

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- Privaco Family Office S.A., Genève
- Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II S.à.r.l., Luxembourg
- Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg
- Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II S.à.r.l., Luxembourg
- Boscalt Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg

Sociétés passées sous contrôle du groupe par relèvement de participation durant l'exercice

- Hottinger & Co Limited, London
- Hottinger & Co Limited (PTY), Johannesburg
- Hottinger Private Office Limited, London
- Hottinger Group Limited, London
- Hottinger Art Limited, London
- Hottinger Capital Partners Limited, London

- Hottinger Family Office Limited, Dublin
- Archimedes Private Office (Suisse) SARL, Genève
- Archco Limited, Qormi
- Charms Limited, Gibraltar

Méthode de consolidation

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method ») ; le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

- EdR Nikko Cordial, Tokyo (50 %)
- Ginkgo Advisor S.à.r.l., Meyrin (49 %)
- Amethis Advisory SAS, Paris (49 %)
- TIIC Advisor SAS, Paris (49 %)
- Amethis North Africa S.à r.l., Casablanca (49%)

- Amethis Investment Fund Manager S.A., Luxembourg (49 %)
- PEARL Advisory SAS, Paris (49%)
- Sociedade de Investimentos e Consultoria em Infra-estruturas de Transportes SA, Lisboa (48.9%)
- Ginkgo Advisor Limited, London (49%)
- Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi (49%)
- Trajan Investment Advisor SAS, Paris (49%)
- ERAAM SAS, Paris (34%)
- Zhonghai Fund Management Company, Shanghai (25%)
- EdR Hiltropwall Dortmund GP S.à.r.l., Luxembourg (44%)
- Amethis Advisory Europe S.A.S.U., Paris (49%)
- Elyan Partners SAS, Paris (49%)
- Fundament Stone GmbH, Berlin (49%)
- Amethis Advisory South Africa (Pty), Johannesburg (49%)
- Amethis for Advisory and Restructuring Services, Le Caire (49%)
- Aion Capital Group S.à.r.l., Luxembourg (49%)

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.



Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (LB), à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC).

Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

Modification des principes d'évaluation et de présentation
Il n'y a pas eu de modification des principes d'évaluation et de présentation pour l'exercice 2025.

Modification des chiffres comparatifs

A des fins de comparaisons, des chiffres 2024 ont été revus sous l'annexe 8 - Présentation des immobilisations corporelles, sous l'annexe 9 - Présentation des valeurs immatérielles et sous l'annexe 26 - Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution.

Principes généraux d'évaluation

Les comptes ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation. Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de conclusion.

Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres et des participations convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.



Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserve de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

Taux de change				
Principales monnaies	2025		2024	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
EUR	0,9314	0,9370	0,9412	0,9513
USD	0,7927	0,8354	0,9060	0,8790
GBP	1,0674	1,0970	1,1351	1,1234

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions reverse repo sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de rachat et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les créances sur la clientèle sont composées de crédits lombards garantis par des titres, alors que les créances hypothécaires sont couvertes par des gages hypothécaires. Par conséquent, aucune correction de valeur pour les créances non compromises n'est comptabilisée. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas

échéant. Aucune perte historique significative n'a été identifiée dans nos activités de crédit. Au cours de l'exercice, aucune provision pour risques inhérents de défaillance sur les créances non compromises n'a été comptabilisée.

Traitement des intérêts en souffrance

Les intérêts (y compris les intérêts courus) et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne doivent pas être considérés comme des produits. Les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours mais impayés sont considérés comme étant en souffrance (créances en souffrance).

Les intérêts en souffrance doivent être déterminés selon le principe brut. Les corrections de valeurs relatives aux intérêts devenues libres lors d'une autre période de référence sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les actions, obligations, métaux précieux, fonds et instruments financiers dérivés qui ne sont pas acquis dans un but d'investissement à long terme, sont compris dans « Opérations de négoce ». Les positions sont évaluées à la juste valeur à la date du bilan. Les titres sans marché réguliers sont évalués au prix d'acquisition, sous déduction des amortissements nécessaires (principe de la valeur de la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les coûts de refinancement des portefeuilles de négoce sont compensés directement à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les résultats non réalisés découlant de l'évaluation, de même que les résultats réalisés, sont compris sur le compte de résultat « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.



Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêts et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes. Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée. Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée. Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagio correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance du titre. Les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance initiale du titre aliéné ou remboursé de façon anticipée. Les adaptations de valeur sont en principe enregistrées dans les « Autres charges ordinaires », respectivement « Autres produits ordinaires ».

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ». Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, les titres de participation et les immeubles repris dans les opérations de crédit et destinés à la revente sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués au prix du marché à la date du bilan.

Participations non consolidées

Les participations détenues entre 20 et 50 % du capital social par le Groupe sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method ») ; le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Les augmentations ou diminutions de valeur des participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence figurent sous « Investissements » ou respectivement sous « Désinvestissements ».

Les participations majoritaires ainsi que les participations de moins de 20 % non essentielles à l'appréciation du patrimoine et des résultats du Groupe ou détenues temporairement sont évaluées selon le principe de la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat.

Les immeubles sont amortis sur la base de leur valeur résiduelle, et, selon le type d'immeuble et sa localisation, entre 30 et 66 ans. Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».



Valeurs immatérielles

- Goodwill : si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activé. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.
- Autres valeurs immatérielles : les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Provisions

Une provision spécifique est constituée pour tout engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable. Le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».



Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

Gestion des risques

Politique des risques

La banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives sur les deux métiers stratégiques du Groupe, la banque privée et l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également aux métiers du Private equity, de l'Immobilier, du Corporate finance et de prestation d'administration centrale et de services de société de gestion.

En sa qualité de Maison Mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et de gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le Groupe s'est doté en 2023 d'une cartographie des risques ESG, qui s'insère dans la méthodologie utilisée pour les autres risques de notre Politique des Risques : définition des catégories, estimations de tolérance, KRI associés, cotations déduites. Cette méthodologie confirme le Risk Assessment (cotation des risques) à Faible de notre risque global ESG (dans sa double matérialité). Par ailleurs, les risques extra-financiers identifiés pour le Groupe sont suivis et traités. Les informations relatives à ces risques sont présentées dans le rapport annuel de durabilité du Groupe. Celui-ci fournit les éléments clés sur les enjeux matériels, les objectifs et les progrès accomplis dans la gestion des risques extra-financiers.

Le dispositif de la gestion des risques est organisé comme suit :

- Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance au risque du Groupe. Le Conseil d'Administration revoit chaque année le «concept-cadre» de gestion des risques qui intègre la Politique des risques (notamment la tolérance au risque (« Risk Appetite ») et les pertes potentielles pouvant résulter de risques importants) et approuve les limites de la Banque et du Groupe ;
- Le Comité des Risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par les fonctions Risques et Juridique & Conformité;
- Le Comité exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse

et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des Risques, d'une part, à l'application de la Politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque et du Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;

- Les Responsables des métiers, des fonctions et des départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent. Ils sont notamment responsables d'instaurer une culture de risque appropriée et de mettre en place les contrôles de 1er niveau adéquats dans leurs activités ;
- Le Group Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et fait rapport sur la situation de risques de la Banque et du Groupe.
- Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du Groupe, une fonction Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du Groupe et une fonction Juridique & Conformité regroupant l'ensemble des responsables juridique et de conformité des entités du Groupe. Les deux fonctions reportent au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement pour chacune des fonctions a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Les données de risques et la production de rapports sur les risques font l'objet d'un contrôle qualité Des échanges et une l'organisation de contrôle mis en place dans l'ensemble du Groupe bénéficient de ressources adéquates, tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.collaboration importante entre tous les acteurs de ces fonctions animent celles-ci.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place dans l'ensemble du Groupe bénéficient de ressources adéquates, tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

Risques de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Banque et/ou le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière.

Les entités bancaires du Groupe n'ont pas pour objectif de tirer profit de leur rôle de transformation d'échéance et de s'exposer de manière importante au risque de liquidité. Elles adoptent une attitude prudente



dans la gestion de leur trésorerie en choisissant des contreparties de qualité, des échéances de courte durée et des limites correspondantes. Elles privilégient ainsi le respect de leurs engagements vis-à-vis de leur clientèle au détriment de la maximisation de leur marge d'intérêts. Elles recherchent, dans le cadre de la stratégie décidée par le Conseil d'Administration, le maximum de concordance entre les durées et les échéances de leurs emplois et de leurs ressources. La transformation d'échéance tolérée est induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

Au sein du Groupe, l'évaluation de ce risque est effectuée en utilisant les techniques adaptées de gestion du bilan permettant de contrôler la structure des échéances. D'une manière générale, chaque entité bancaire du Groupe dispose d'un processus de contrôle du risque de liquidité visant à analyser et surveiller quotidiennement : ses avoirs et ses engagements agrégés par tranche d'échéance standardisée ; les différents montants à recevoir, respectivement à payer, par devise et date valeur ; les éventuelles impasses de trésorerie et leurs limites.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

L'activité de crédits collatéralisés est positionnée comme étant annexe aux activités de Banque privée et de gestion de patrimoine. Dans ce domaine, les activités se limitent à satisfaire la clientèle privée à l'aide d'opérations de financement, d'émissions de garanties, d'autres engagements sur instruments à terme et / ou dérivés, ainsi que de financement de biens immobiliers. En ce qui concerne la clientèle institutionnelle (dont les OPC), les crédits se limitent exclusivement aux crédits du type « bridge financing » à des OPC et des fonds de Private equity du Groupe, à l'émission de garanties bancaires et aux opérations sur instruments à terme et / ou dérivés.

Tout crédit octroyé par les entités bancaires du Groupe, doit en général être couvert par des sûretés financières répondant à des critères stricts en termes de diversification, de liquidité, de valorisation, de notation et de couverture géographique, par des polices d'assurances, des garanties bancaires ou des sûretés immobilières. La transposition de cette politique rigoureuse amène les entités du Groupe à exiger une couverture excédentaire systématique dont le pourcentage varie en fonction du type de sûretés financières et du degré de diversification de ces dernières.

Des tests d'endurance ou des vérifications de l'état des nantissements, sont régulièrement effectués en matière de crédit à la clientèle privée et institutionnelle. Ces tests ont notamment pour but de déterminer l'impact que pourraient avoir de fortes fluctuations à la baisse des marchés boursiers et/ou devises sur les sûretés financières nanties par la clientèle en faveur de l'entité en couverture de leurs engagements. Ces tests sont effectués pour l'ensemble de la clientèle concernée et de manière plus détaillée pour les cas les plus sensibles. Les clients les plus exposés font l'objet d'un suivi régulier de leurs positions.

Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'Administration.

D'une manière générale, la gestion et la surveillance du risque de crédit sont effectuées quotidiennement en fonction des dispositions légales ainsi que de directives et procédures internes strictes. Sous la direction de comités ad hoc au sein des entités bancaires du Groupe, des services spécialisés sont affectés au maintien administratif, au contrôle et au suivi des opérations.

Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans : 1) des parts de fonds de placement du Groupe, 2) des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues, 3) des parts de fonds de Private equity, 4) des parts de fonds immobiliers du Groupe ou des co-investissements immobiliers dans le cadre d'alignement d'intérêts avec des clients du Groupe, 5) des titres de participation. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen / long terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou du Groupe. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.



Risque de marché

Le risque de marché est défini comme le risque de perte découlant d'une évolution défavorable des paramètres de marché impactant négativement les positions de la Banque et/ou du Groupe.

Le Groupe distingue trois catégories de risque de marché :

- le risque de change et métaux précieux, résultant d'une évolution défavorable du cours de change d'une devise / métaux précieux et affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan libellés en devises autres que la devise du capital ;
- le risque sur le portefeuille de négoce, lié à l'évolution défavorable de la valeur des titres figurant dans le portefeuille de négoce (y compris les dérivés) du Groupe ;
- le risque de taux d'intérêt est le risque de perte qui résulte d'un mouvement défavorable des taux d'intérêts affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan portant sur des taux et des référentiels de taux d'intérêts non-congruents.

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour compte propre de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

En ce qui concerne, enfin, le risque de taux d'intérêts, le Groupe privilégie toujours le respect de ses engagements vis-à-vis de sa clientèle au détriment de la maximisation de sa marge d'intérêts. Le Groupe accepte toutefois la transformation d'échéance induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme (sans refinancement concordant). Le risque de taux d'intérêts est analysé et fait l'objet de limites de manière scindée, entre les positions impactant le résultat et celles impactant uniquement la valeur économique des fonds propres.

Les entités bancaires du Groupe ont mis en œuvre les dispositifs de gestion et de contrôle des risques adéquats, en conformité avec les règles du Groupe et les réglementations locales.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond à la perte financière potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de processus ou de systèmes internes, d'actions inappropriées de personnes ou d'erreurs qu'elles ont commises ou encore d'événements externes.

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la banque privée et l'asset management, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les

atténuer, le Groupe se dote d'un concept-cadre sur la gestion des risques opérationnels, selon la Circulaire FINMA 2023/1 « Risques et résilience opérationnels-banques », en vue de formaliser les principes communs retenus au niveau du Groupe et d'exercer leurs activités en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires nationales. Ce concept-cadre définit les différents éléments et principes qui constituent la Politique de gestion des risques opérationnels au niveau du Groupe. Il établit un dispositif de gestion des risques opérationnels en définissant les outils, approches, processus et responsabilités.

Le Groupe utilise les approches et les outils suivants pour l'identification, l'évaluation, la limitation, la surveillance et l'efficacité tant de la conception que de la mise en œuvre de la gestion des risques opérationnels :

- Risk & Controls Self Assessment (RCSA) : cette méthodologie permet d'analyser les rapports entre processus, risques et contrôles (des 1^{ère}, 2^e et 3^e lignes de défense) par le biais d'une cartographie des risques associée à une cartographie des processus pouvant révéler des risques individuels, des interdépendances de risques et des zones de faiblesse en matière de dispositif de maîtrise et de contrôles. Cette approche découle ensuite dans une analyse des risques clés de l'organisation et de l'efficacité des contrôles définis pour maintenir les niveaux de risques endéans les tolérances approuvées par le Conseil. La cotation des risques est revue annuellement et une mise à jour continue est assurée en cas de changements significatifs (ou nouveau processus) faisant apparaître notamment une augmentation du risque.
- Gestion des incidents opérationnels : le Groupe et ses entités ont choisi que, par principe, tous les incidents, avec ou sans impact financier soient collectés. Un incident opérationnel est constaté lorsqu'un dysfonctionnement de toute nature a des conséquences financières (positives, négatives ou manque à gagner) ou aurait pu en avoir dans d'autres circonstances (risque potentiel mais non avéré) dont, entre autres, les incidents ayant un impact réglementaire, commercial, d'image et / ou de sécurité. Si nécessaire, un plan d'action défini avec le Métier est mis en place.
- Utilisation d'indicateurs de risques clés (KRI) pour la surveillance des risques opérationnels et l'efficacité générale du système de contrôle interne. En cas de valeurs au-dessus de la tolérance, un plan d'action peut être établi ou le risque accepté (notamment en cas de causes externes ou conjoncturelles).
- Veille et analyse des événements externes : ce processus permet au Groupe et ses entités de prendre en compte des événements survenus dans d'autres établissements afin d'anticiper des risques potentiels pour sa propre organisation. L'identification et l'analyse sont effectuées à partir de différentes sources tels que des articles de presse ou d'informations relatives à des sanctions réglementaires.
- Analyses comparatives des instruments : la mesure des risques opérationnels est obtenue au moyen d'une analyse comparative de ces différents instruments d'évaluation du risque. Chaque entité effectue cet exercice au moins une fois par trimestre.



La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels, qui participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne du Groupe et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques nets identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des Risques (Comex) et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité Exécutif.

Dans le cadre de la garantie de la résilience opérationnelle, la Banque identifie ses fonctions critiques et leurs tolérances aux interruptions. Elle prend les mesures pour garantir la résilience opérationnelle en tenant compte de scénarios graves, mais plausibles et des ressources qui les supportent. Ceci conformément à la Circulaire FINMA 2023/1 Risques et résilience opérationnels.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

Dans le cadre de ses activités, le Groupe Edmond de Rothschild recourt à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la réglementation applicable, en particulier la circulaire FINMA 2018/3, notamment s'agissant de la gestion du système bancaire, de certaines applications et certains services périphériques, de l'infrastructure informatique de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et de Edmond de Rothschild (Europe), ainsi que des fonctions de support de l'activité de banque dépositaire de fonds de Edmond de Rothschild (Europe). De même, la conservation des titres de Edmond de Rothschild (France) et certaines autres activités sont externalisées. Enfin, Edmond de Rothschild (Monaco) externalise certains services d'investissement au sein du Groupe Edmond de Rothschild (gestion discrétionnaire) ainsi que certains services d'hébergement des systèmes d'information, de paiement (chèques) et de transport de fonds à des prestataires externes. »

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise la valeur des gages initialement retenue au plus tard lors de chaque échéance ou du renouvellement ou, à plus court terme, en fonction des régulations locales en vigueur, ou de l'évolution des marchés. Cette valeur de gage est revue régulièrement (5 ans en Suisse, 3 ans hors Suisse) à l'aide d'outil hétéronome et/ou expertises externes tenant compte des typologies de biens (usage, taille, liquidité et localisation du bien).

Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus.

Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle de détail.



Évaluation des sûretés de crédit

Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet. La Banque obtient une expertise récente (datant de moins de 6 mois) adressée à son attention, rendue par un cabinet d'expertise immobilière agréé pour évaluer la valeur des biens d'habitation financés. Celle-ci est basée sur la méthode comparative. Pour les immeubles de rendement (locatifs ou mixte), l'expertise indique la valeur vénale de l'objet basée sur un calcul de valeur de rendement.

Pour les biens destinés à l'habitation s'y prêtant, les estimateurs internes utilisent un modèle d'évaluation hédoniste (méthode statistique de comparaison). Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité. Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, le Groupe utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation.

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

Le Groupe documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. Le Groupe vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a pas eu d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2025.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Approbation du rapport annuel

Le Conseil d'Administration a approuvé le présent rapport annuel en date du 19 mars 2026.



Informations relatives au bilan

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs) En milliers de CHF

	2025	2024
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	447 561	280 000
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	0	0
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	0	0
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	447 769	280 569
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	0	0
<i>dont titres aliénés</i>	0	0

2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

En milliers de CHF

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
Couvertures des créances et des opérations hors bilan				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	61 796	5 041 076	153 886	5 256 758
Créances hypothécaires				
<i>immeubles d'habitation</i>	1 786 257	18 475	0	1 804 732
<i>immeubles commerciaux</i>	181 808	0	0	181 808
<i>immeubles artisanaux et industriels</i>	0	0	0	0
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2025	2 029 861	5 059 551	153 886	7 243 298
Total 2024	2 070 347	4 658 897	157 338	6 886 582
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2025	2 029 861	5 059 551	146 536	7 235 948
Total 2024	2 070 347	4 658 897	149 933	6 879 177
Hors bilan				
En milliers de CHF				
Engagements conditionnels	0	245 044	898	245 942
Engagements irrévocables*	11 280	610 619	16 205	638 104
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	0	355 610	0	355 610
Total 2025	11 280	1 211 273	17 103	1 239 656
Total 2024	4 857	1 312 175	23 204	1 340 236

* Un montant CHF 6.4 millions se rapportent à l'obligation de paiement de la banque envers Esisuisse dans le cadre des dépôts garantis, dont 50% sont collatéralisés (voir Note 11).



Créances compromises

En milliers de CHF

	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
Total 2025	29 974	22 624	7 350	7 350
Total 2024	28 209	20 804	7 405	7 405

Le montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Le total des créances compromises correspond à 0.41% du total des créances sur la clientèle et des créances hypothécaires au 31.12.2025 (0.41% au 31.12.2024).

3 Répartition des opérations de négoce

En milliers de CHF

	2025	2024
Actif		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	0	0
<i>dont cotés</i>	0	0
Titres de participation	0	92
Total des actifs	0	92
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	0	0
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	0	0

4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)

En milliers de CHF

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Instruments de taux						
Swaps	32 426	1 983	1 095 971	24 487	199	283 547
Options (OTC)	21	21	7 042	0	0	0
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	130 661	136 737	9 709 285	0	0	0
Options (OTC)	44 298	44 231	1 449 218	0	0	0
Titres de participation / indices						
Options (OTC)	17 150	17 153	353 085	0	0	0
Options (négociables)	10 470	10 470	305 324	0	0	0
Total avant prise en compte des contrats de netting						
Total 2025	235 026	210 595	12 919 925	24 487	199	283 547
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	224 556	200 125	12 614 601	24 487	199	283 547
Total 2024	269 619	228 316	13 266 683	33 643	454	411 103
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	269 619	228 316	13 266 683	33 643	454	411 103

	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
Total 2025	259 513	210 794
Total 2024	303 262	228 770

Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	0	182 946	76 567



5 Répartition des immobilisations financières
En milliers de CHF

	Valeur comptable		Juste valeur	
	2025	2024	2025	2024
Titres de créance	1 823 076	1 870 698	1 825 996	1 852 256
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	1 823 076	1 870 698	1 825 996	1 852 256
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la vente)</i>	0	0	0	0
Titres de participation*	388 351	352 784	518 518	440 322
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	0	0	0	0
Métaux précieux	911 420	677 906	911 420	677 906
Immeubles	0	0	0	0
Total	3 122 847	2 901 388	3 255 934	2 970 484
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	511 214	576 096	0	0

* Les titres de participation comprennent pour 85.8 millions de francs suisses de parts de fonds de dettes infrastructures évalués selon la méthode de coût amorti (87.4 millions en 2024).

Répartition des contreparties selon la notation
En milliers de CHF

	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation*
Valeur comptable des titres de créance	1 391 748	312 534	40 579	6 382	3 271	68 562

* Dont CHF 18.6 millions par un état membre de l'Union européenne, CHF 47.6 millions par des banques multilatérales de développement reconnues par la Finma.
Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts». Le Groupe utilise les notations de deux agences (Standard & Poor's et Moody's), exprimées selon la grille de notations de Standard & Poor's. Lorsque deux notations distinctes sont disponibles, la plus défavorable est retenue (pondération-risque la plus élevée).
En cas d'absence de notation spécifique des instruments, les notations fedafin AG à long terme de l'émetteur sont utilisées pour le segment de marché des corporations de droit public (collectivités territoriales en Suisse).



6 Présentation des participations non consolidées

En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 01/01/2025	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence / reprises d'amortissements	Valeur comptable au 31/12/2025	Valeur de marché
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	13 668	0	13 668	-684	913	-1 195	0	12 702	0
<i>avec valeur boursière</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>sans valeur boursière</i>	13 668	0	13 668	-684	913	-1 195	0	12 702	0
Autres participations	2 184	-1 525	659	5	0	-2	0	662	46 053
<i>avec valeur boursière</i>	305	0	305	0	0	0	0	305	46 053
<i>sans valeur boursière</i>	1 879	-1 525	354	5	0	-2	0	357	0
Total des participations non consolidées	15 852	-1 525	14 327	-679	913	-1 197	0	13 364	46 053



7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild Holding S.A.
En milliers de CHF

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Déten tion (en %)	
		2025	2024	2025	2024	2025	2024	directe 2025	indirecte 2025
En Suisse - par intégration globale									
Maison Mère									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	58 694	58 694	100	100	100	100		
Sociétés de services et sociétés immobilières									
EdR REIM Holding S.A., Genève	CHF	3 300	3 300	60	60	60	60	60	0
Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A., Genève	CHF	2 000	2 000	60	60	100	100	0	100
Rotomobil S.A., Pregny-Chambésy	CHF	100	100	100	100	100	100	0	100
Smart Estate Partners Sàrl, Genève	CHF	20	20	31	31	51	51	0	51
Archimedes Private Office (Suisse) SARL, Genève	CHF	20	0	100	0	100	0	0	100
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	0	2 100	0	100	0	100	0	0
A l'étranger - par intégration globale									
Banques									
Edmond de Rothschild (France), Paris	EUR	83 076	83 076	100	100	100	100	100	0
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	32 380	32 380	100	100	100	100	100	0
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	13 900	13 900	100	100	100	100	100	0
Sociétés de gestion de portefeuilles et d'administration de trusts									
Edmond de Rothschild Asset Management (France), Paris	EUR	11 034	11 034	100	100	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, London	GBP	4 400	4 400	100	100	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd., Hong Kong	HKD	15 000	15 000	100	100	100	100	0	100
Edmond de Rothschild REIM (France) SAS, Paris	EUR	900	900	60	60	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, London	GBP	250	250	100	100	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Mutual Funds Management Ltd, Tel Aviv	ILS	839	839	100	100	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	100	100	100	100	100	100	0	100
Provident Financial Markets Ltd, Tel Aviv	ILS	92	92	100	100	100	100	0	100



	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2025	2024	2025	2024	2025	2024	directe	indirecte
Provident Risk Management Ltd, Tel Aviv	ILS	0	0	100	100	100	100	0	100
Sociétés de services et sociétés immobilières									
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd., Tel Aviv	ILS	74 534	74 534	100	100	100	100	0	100
Perelis SAS, Paris	EUR	2 409	2 409	78	78	80	80	0	80
EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l., Luxembourg	EUR	175	175	63	63	63	63	0	63
Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris, Paris	EUR	75	75	100	100	100	100	0	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	0	100
Sociétés financières, de courtage, d'assurances et d'exploitation									
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2018, Luxembourg	EUR	76 809	78 178	99	99	99	99	0	99
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2021, Luxembourg	EUR	65 642	42 228	100	100	100	100	0	100
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	28 584	29 558	98	98	98	98	0	98
Edmond de Rothschild (UK) Limited, London	GBP	20 700	15 700	100	100	100	100	100	0
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Luxembourg	EUR	14 670	14 660	100	100	100	100	100	0
Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubai	AED	59 909	59 909	100	100	100	100	100	0
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	13 387	13 387	100	100	100	100	0	100
Financière Boréale, Paris	EUR	8 640	6 040	100	100	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France), Paris	EUR	7 035	7 035	100	100	100	100	0	100
Hottinger & Co Limited, London	GBP	5 060	0	98	0	98	0	0	98
Edmond de Rothschild Private Equity (France), Paris	EUR	5 281	5 281	100	100	100	100	0	100
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2024, Luxembourg	EUR	2 401	0	100	0	100	0	0	100
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel Aviv	ILS	5 501	5 501	100	100	100	100	100	0
EdR REIM (Europe) S.A., Luxembourg	EUR	1 300	1 300	60	60	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Private Equity (Luxembourg) S.A., Luxembourg	EUR	881	881	100	99	100	100	0	100
Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH, Stuttgart	EUR	480	480	60	60	100	100	0	100



	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)			Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2025	2024	2025	2024	2025	2024	directe 2025	indirecte 2025	
Real Estate Robin Sàrl, Luxembourg	EUR	300	300	97	97	97	97	97	0	
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	250	250	100	100	100	100	0	100	
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	100	100	100	0	100	
Edmond de Rothschild REIM (UK) Limited, London	GBP	102	102	60	60	100	100	0	100	
Edmond de Rothschild Real Estate Investment Capital (UK) LLP, London	GBP	100	100	60	60	100	100	0	100	
EdR Co-Invest Verwaltung UG, Frankfurt am Main	EUR	27	27	60	60	100	100	0	100	
LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main	EUR	25	25	60	60	100	100	0	100	
Edmond de Rothschild REIM (Benelux) B.V., Amsterdam	EUR	18	18	60	60	100	100	0	100	
EdRRI UK Residential Investment GP Sàrl, Luxembourg	GBP	12	12	60	60	100	100	0	100	
EdRRI UK Residential Investment Limited Partners Sàrl, Luxembourg	GBP	12	12	60	60	100	100	0	100	
Edmond de Rothschild Investment Partners China Sàrl, Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	0	100	
Bridge Management S.à.r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	0	100	
Amethis Mena II GP, Luxembourg	EUR	13	13	48	48	94	94	0	94	
Amethis Group Sàrl, Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	0	51	
Amethis Fund II Management, S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	100	100	0	100	
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	2 923	100	100	100	100	0	100	
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	0	51	
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg	EUR	13	13	50	50	50	50	0	50	
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	0	51	
ERES IV GP SAS, Paris	EUR	13	13	100	100	100	100	0	100	
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	66	66	66	66	0	66	
TIIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	0	51	
EdRPE Infra TIIC GP III Sàrl, Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	0	51	
Amethis Fund III Management Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	100	100	0	100	
CFSH Luxembourg S. à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	0	100	
Edmond de Rothschild Real Estate Debt GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	0	100	



	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2025	2024	2025	2024	2025	2024	directe 2025	indirecte 2025
PeakBridge Growth II GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	0	51
Pearl GP II Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	0	51
Kennet VI Management (Luxembourg) Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	0	51
Ginkgo Management IV, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	0	51
Direct Access GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	0	100
Ginkgo Management III S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	0	51
Privilege Access Management, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	0	51
Amethis Maghreb Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	100	100	0	100
Pearl GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	0	51
Smart Estate Management 1, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	0	100
Boscalt Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	51	100	100	0	100
Smart Estate Management 2 Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	0	100
Kennet V Management (Luxembourg) S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	0	51
EdR Residential Investment Fund UK III GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	0	100
Edmond de Rothschild RED Carry GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	0	100
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	10	100	100	100	100	0	100
Archco Limited, Qormi	EUR	5	0	100	0	100	0	0	100
EdR Berlin Light Carry UG (haftungsbeschränkt) & Co.KG, Frankfurt am Main	EUR	2	2	40	40	67	67	0	67
L.C.H. Investments N.V., Antilles Néerlandaises	USD	2	2	93	93	93	93	0	93
Hottinger Private Office Limited, London	GBP	1	0	100	0	100	0	0	100
SAS EdR Immo Magnum, Paris	EUR	1	1	100	100	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Portfolio Management Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	0	100
Edmond de Rothschild Private Equity Partners (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	0	100
Cording Residential Asset Management Limited, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Hottinger Group Limited, London	GBP	0	0	100	0	100	0	100	0
Ginkgo Management (UK) LLP, London	GBP	0	0	51	51	51	51	0	51



	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2025	2024	2025	2024	2025	2024	directe 2025	indirecte 2025
EdR Member Limited, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Charms Limited, Gibraltar	GIP	0	0	100	0	100	0	0	100
Cordatus Real Estate (Jersey) GP Limited, Jersey	GBP	0	0	60	0	100	0	0	100
Cordatus Real Estate Trustee Company Limited, Jersey	GBP	0	0	60	0	100	0	0	100
Cordatus Jersey Nominee 1 Limited, Jersey	GBP	0	0	60	0	100	0	0	100
Orange Carry BV, Amsterdam	EUR	0	0	60	60	100	100	0	100
Edritech Ltd, Cayman Islands	USD	0	0	51	51	51	51	0	51
Edmond de Rothschild RED Carry SCSp, Luxembourg	EUR	0	0	40	40	67	67	0	67
Highgate GP Limited, Jersey	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Highgate Founder Limited, Jersey	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Merlin Wharf Apartments GP LLP, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Steelworks Apartments GP LLP, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Saffron Court Apartments GP LLP, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Bath House Apartments GP LLP, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Lace Market Apartments GP LLP, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
EdR Nominee Limited, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
EDRRI Master Nominee Limited, London	GBP	0	0	60	60	100	100	0	100
Hottinger Art Limited, London	GBP	0	0	100	0	100	0	0	100
Hottinger Capital Partners Limited, London	GBP	0	0	100	0	100	0	0	100
Hottinger Family Office Limited, Dublin	EUR	0	0	100	0	100	0	0	100
Hottinger and Co (PTY) Ltd, Johannesburg	ZAR	0	0	100	0	100	0	0	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II S.à r.l., Luxembourg	EUR	0	165	0	58	0	58	0	0
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	0	125	0	100	0	100	0	0
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	0	13	0	72	0	72	0	0



	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2025	2024	2025	2024	2025	2024	directe 2025	indirecte 2025
En Suisse - par mise en équivalence									
Sociétés non financières									
Ginkgo Advisor Sàrl, Meyrin	CHF	20	20	49	49	49	49	0	49
A l'étranger - par mise en équivalence									
Sociétés financières, de services, de courtage, d'assurances et d'exploitation									
Zhonghai Fund Management Company, Shanghai	CNY	146 667	146 667	25	25	25	25	0	25
ERAAM SAS, Paris	EUR	769	769	34	34	34	34	0	34
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Tokyo	JPY	100 000	100 000	50	50	50	50	0	50
Amethis Investment Fund Manager, S.A., Luxembourg	EUR	275	275	49	49	49	49	0	49
Sociedade De Investimentos E Consultoria Em Infra - Estruturas de Transportes S.A., Lisboa	EUR	45	50	49	44	49	44	0	49
Amethis North Africa, S.à r.l., Casablanca	MAD	300	300	49	49	49	49	0	49
Fundament Stone GmbH, Berlin	EUR	25	25	48	48	49	49	0	49
EdR Hiltropwall Dortmund GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	26	26	44	44	0	44
Aion Capital Group Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	49	51	49	51	0	49
PEARL Advisory SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	0	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	0	49
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	4	49	49	49	49	0	49
Amethis Advisory Europe SASU, Paris	EUR	1	1	100	100	100	100	0	100
ELYAN PARTNERS SAS, Paris	EUR	1	1	49	49	49	49	0	49
Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi	KES	100	100	49	49	49	49	0	49
Ginkgo Advisor Limited, London	GBP	0	0	49	49	49	49	0	49
Trajan Investment Advisor SAS, Paris	EUR	0	0	49	49	49	49	0	49
Amethis Advisory South Africa (Pty) Ltd, Johannesburg	ZAR	1	0	100	0	100	0	0	100
Amethis for Advisory and Restructuring Services, Le Caire	EGP	1	0	100	0	100	0	0	100



8 Présentation des immobilisations corporelles

En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2025	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2025
Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	153 731	-35 753	117 978	-692	4 358	0	-2 997	118 647
Autres immeubles	30 763	-86	30 677	-330	1 748	0	0	32 095
Software acquis séparément ou développés à l'interne	458 574	-299 511	159 063	-1 129	66 775	-753	-51 136	172 820
Autres immobilisations corporelles	127 357	-83 537	43 820	-347	15 825	-575	-12 196	46 527
Total des immobilisations corporelles	770 425	-418 887	351 538	-2 498	88 706	-1 328	-66 329	370 089

Engagement de leasing opérationnel hors bilan

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en %)
D'ici une année	20 841	18 688	12
12 mois à 5 ans	85 824	103 652	-17
> 5 ans	156 048	170 055	-8
Total	262 713	292 395	-10
<i>Dont résiliable dans les 12 mois</i>	620	132	371



9 Présentation des valeurs immatérielles
En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2025	Variations de change	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2025
Goodwill	260 092	-192 682	67 410	-274	9 365	-1 535	-18 620	56 346
Autres valeurs immatérielles	24 902	-13 654	11 248	-104	35	-34	-1 845	9 300
Total des valeurs immatérielles	284 994	-206 336	78 658	-378	9 400	-1 569	-20 465	65 646

10 Répartition des autres actifs et autres passifs
En milliers de CHF

	Autres actifs		Autres passifs	
	2025	2024	2025	2024
Compte de compensation	2 832	3 566	29 710	35 879
Impôts indirects	19 349	23 555	30 138	32 834
Impôts latents actifs	12 305	13 515	0	0
Garanties, cautions	11 074	11 570	0	0
Autres	9 434	26 153	26 859	13 402
Total	54 994	78 359	86 707	82 115

Les provisions pour impôts latents (passifs) sont présentées sous l'annexe 15.



11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété
En milliers de CHF

	2025		2024	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
Actifs nantis / cédés				
Titres remis en nantissement auprès de la chambre de la bourse et en garantie du trafic des paiements	6 877	0	4 041	0
Dépôts en garantie de négoce sur produits dérivés	37 759	37 759	16 408	16 408
Autres*	7 961	158	11 793	155

*Dont la moitié de l'obligation de paiement de la banque à l'égard d'Esisuisse pour un montant de 3.2 millions de francs (3.2 millions en 2024).

12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle
En milliers de CHF

	2025	2024
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	47 178	29 341
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	753	131
Total	47 931	29 472

13 Situation économique des propres institutions de prévoyance
En milliers de CHF

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2025, il n'y a pas de cotisations de l'employeur auprès des institutions de prévoyance (aucune au 31.12.2024).

Indications relatives aux plans de prévoyance

Au niveau de la Maison Mère et de ses sociétés économiquement affiliées au sein du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève - hors groupe Edmond de Rothschild (France).

Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance
En milliers de CHF

	2025	2025	2024	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2025	2025	2024
	Excédent / insuffisance de couverture	Part économique de l'entité	Charges de prévoyance dans les charges de personnel				
Plans de prévoyance avec excédent*	84 108	0	0	0	-17 835	-17 835	-17 917
Institutions de prévoyance sans actifs propres*	268	0	0	0	-5 336	-5 336	-4 934
Total	84 376	0	0	0	-23 171	-23 171	-22 851

*Les données 2025 sont basées sur les comptes non audités (derniers comptes audités : 31.12.24).

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 108.1% et un excédent de couverture de CHF 50.5 millions au 31 décembre 2024. Elle est réassurée pour les risques décès et invalidité auprès de la Mobilière assurance.



Pour la fin de l'exercice 2025, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 113.5% (sur la base des comptes annuels 2025 non audités). Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2025 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 4% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes. Au 31 décembre 2024, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat de la Banque (en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC)).

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

b) Au niveau du groupe Edmond de Rothschild (France), Paris

Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance
En milliers de CHF

	2025	2025	2024		2025	2024
	Excédent / insuffisance de couverture	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2025	Charges de prévoyance dans les charges de personnel
Institutions de prévoyance sans actifs propres	-4 184	-4 184	-4 153	-30	-9 910	-9 910 -6 502
Total	-4 184	-4 184	-4 153	-30	-9 910	-9 910 -6 502

Un régime de retraite «sur-complémentaire» est entré en vigueur au 1er janvier 2005. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories. Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Pour rappel, le régime de retraite « sur-complémentaire » a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Dans la catégorie des régimes à prestations définies, un régime d'indemnités de fin de carrière, constituant un avantage postérieur à l'emploi, est également en cours au sein de ce sous-groupe, les droits aux indemnités étant définis par des conventions collectives. Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour l'évaluation des engagements est la méthode des Unités de Crédits Projetés.

Le taux d'actualisation retenu pour ce régime est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation et est de 3.79% au 31 décembre 2025, contre 3.38% au 31 décembre 2024.

Tableau de comptabilisation des engagements pour les régimes de retraite "sur-complémentaires" et d'indemnités de fin de carrière
En milliers de CHF

	2025	2024
Actifs nets à la valeur du marché en début d'exercice	18 700	17 820
Ecart de conversion	-195	293
Variation au cours de l'exercice	-978	588
Actifs nets à la valeur du marché en fin d'exercice	17 528	18 700
Valeur actualisée de l'obligation future en début d'exercice	22 854	24 968
Ecart de conversion	-233	437
Variation au cours de l'exercice	-910	-2 551
Valeur actualisée de l'obligation future en fin d'exercice	21 711	22 854
(Insuffisances) / excédents de couverture	-4 184	-4 153
Réserves de contributions de l'employeur (activées sous «Autres actifs»)	0	0
Provision pour insuffisance de couverture incluse au passif dans la rubrique corrections de valeurs et provisions	-4 184	-4 153
Pertes actuarielles non reconnues	0	0



14 Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours
En milliers de CHF

	Taux d'intérêt moyen pondéré	Valeur comptable au 31/12/2025	Échéances					
			d'ici une année	>1 - < 2 ans	>2 - < 3 ans	>3 - <4 ans	>4 - < 5 ans	>5 ans
Negotiable European Commercial Papers (NEU-CP)		2 352	2 352	0	0	0	0	0
Negotiable European Medium Term Notes (NEUMTN)		2 468	2 468	0	0	0	0	0
Euro Medium Term Notes (EMTN)*		809 540	92 227	164 494	61 776	68 338	154 960	267 745
Titre Super Subordonné (TSS)	5,03%	19 559	0	0	0	0	0	19 559
Total		833 920	97 047	164 494	61 776	68 338	154 960	287 305

*Parmi les Euro Medium Term Notes (EMTN), seuls les floaters sont rémunérés à un taux d'intérêt fixé en début de période. Au 31 décembre 2025, tous les instruments ci-dessus ont été émis par EdR (France). Seul le TSS est subordonné. Il ne contient pas de clause PONV.



15 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations
En milliers de CHF

	Etat au 1er janvier 2025	Utilisations conformes au but	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2025
Provisions pour impôts latents	12 847	0	-95	0	0	-836	11 916
Provisions pour engagements de prévoyance	4 153	-18	-43	0	498	-406	4 184
Provisions pour autres risques d'exploitation	6 549	-1 757	-79	0	5 023	-1 272	8 464
Provisions de restructurations	2 220	-529	-12	0	94	-1 349	424
Autres provisions	36 952	-25 648	-250	0	2 985	-2 177	11 862
Total des provisions	62 721	-27 952	-479	0	8 600	-6 040	36 850
Réserves pour risques bancaires généraux	151 075	0	0	0	0	0	151 075
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	7 405	0	73	65	12	-205	7 350
<i>dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises</i>	7 405	0	73	65	12	-205	7 350

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients dans plusieurs juridictions et est impliqué dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celles-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.



16 Capital social
En milliers de CHF

	2025	2024	Variation %
586'935 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58 694	58 694	0,0
Total	58 694	58 694	0,0

17 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Les membres de la Direction, ainsi qu'une partie des collaborateurs, bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

18 Indication des créances et engagements envers les parties liées
En milliers de CHF

	Créances		Engagements	
	2025	2024	2025	2024
Participants qualifiés	19 871	14 159	10 120	15 151
Sociétés du groupe	3 018	7 382	2 791	2 166
Sociétés liées	610	645	5 897	6 619
Affaires d'organes	9 797	9 837	1 505	1 796
Autres parties liées	71 083	67 186	947	1 037
Total	104 379	99 209	21 260	26 769

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Les autres parties liées se composent de parties (physique ou morale) qui d'une manière directe ou indirecte, exercent une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du groupe. Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.



19 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers
En milliers de CHF

			Echu				Total
	A vue	Dénonçables	< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
Actif / instruments financiers							
Liquidités	463 898	0	0	0	0	0	463 898
Créances sur les banques	1 250 293	4 008 802	158	99	0	0	5 259 352
Créances résultant d'opérations de financement de titres	0	0	447 561	0	0	0	447 561
Créances sur la clientèle	0	2 907 961	926 434	905 183	323 935	185 895	5 249 408
Créances hypothécaires	33 568	221 673	82 275	115 541	704 305	829 178	1 986 540
Opérations de négoce	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	259 513	0	0	0	0	0	259 513
Immobilisations financières	1 303 524	15	346 341	129 302	429 919	913 746	3 122 847
Total 2025	3 310 796	7 138 451	1 802 769	1 150 125	1 458 159	1 928 819	16 789 119
Total 2024	2 962 908	6 257 775	2 048 238	1 382 410	1 687 002	1 410 410	15 748 743
Fonds étrangers / instruments financiers							
Engagements envers les banques	1 103 608	0	14 355	25 436	69	0	1 143 468
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	6 669 168	805 833	5 011 490	971 176	4 228	0	13 461 895
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	210 794	0	0	0	0	0	210 794
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	0	0	48 169	48 878	449 567	287 305	833 920
Total 2025	7 983 570	805 833	5 074 014	1 045 490	453 864	287 305	15 650 077
Total 2024	6 802 246	509 594	5 238 194	1 298 751	416 098	337 257	14 602 141



20 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

En milliers de CHF

	2025			2024		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
Actifs						
Liquidités	358 893	105 005	463 898	415 894	111 794	527 688
Créances sur les banques	854 933	4 404 419	5 259 352	734 709	4 122 427	4 857 136
Créances résultant d'opérations de financement de titres	400 000	47 561	447 561	280 000	0	280 000
Créances sur la clientèle	429 690	4 819 718	5 249 408	426 425	4 437 259	4 863 684
Créances hypothécaires	296 791	1 689 749	1 986 540	318 606	1 696 887	2 015 493
Opérations de négoce	0	0	0	0	92	92
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	117 462	142 051	259 513	67 740	235 522	303 262
Immobilisations financières	1 044 599	2 078 248	3 122 847	826 462	2 074 926	2 901 388
Comptes de régularisation	70 292	257 114	327 406	60 278	221 991	282 269
Participations non consolidées	615	12 749	13 364	549	13 778	14 327
Immobilisations corporelles	103 790	266 299	370 089	106 683	244 855	351 538
Valeurs immatérielles	2 043	63 603	65 646	2 507	76 151	78 658
Autres actifs	8 526	46 468	54 994	14 513	63 846	78 359
Total des actifs	3 687 634	13 932 984	17 620 618	3 254 366	13 299 528	16 553 894
Passifs						
Engagements envers les banques	875 299	268 169	1 143 468	444 213	450 536	894 749
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	851 595	12 610 300	13 461 895	702 905	11 984 273	12 687 178
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	25 773	185 021	210 794	14 863	213 907	228 770
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	0	833 920	833 920	0	791 444	791 444
Comptes de régularisation	98 713	383 054	481 767	82 092	320 606	402 697
Autres passifs	51 574	35 133	86 707	40 825	41 290	82 115
Provisions	1 808	35 042	36 850	2 205	60 516	62 721
Réserves pour risques bancaires généraux	123 155	27 920	151 075	123 155	27 920	151 075
Capital social	58 694	0	58 694	58 694	0	58 694
Réserve issue du capital	502 391	0	502 391	502 391	0	502 391
Réserve issue du bénéfice	801 242	58 244	859 486	775 420	115 828	891 248
Réserve de change	-28 066	-253 601	-281 667	-28 018	-245 205	-273 223
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	7 120	-5 254	1 866	3 649	-4 183	-534
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	62 366	11 006	73 372	120 376	-45 807	74 569
Total des passifs	3 431 664	14 188 954	17 620 618	2 842 770	13 711 125	16 553 894

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.



21 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)
En milliers de CHF

	2025		2024	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Actifs				
Suisse	3 687 634	20,9	3 254 366	19,7
Autres Europe	11 979 065	68,0	11 375 019	68,7
Amérique du Nord	503 492	2,9	578 381	3,5
Amérique du Sud	83 358	0,5	54 874	0,3
Asie, Australie, Océanie	846 759	4,8	793 408	4,8
Caraïbes	332 042	1,9	317 801	1,9
Afrique, Moyen-Orient	188 268	1,1	180 045	1,1
Total des actifs	17 620 618	100,0	16 553 894	100,0

22 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)
En milliers de CHF

	Expositions à l'étranger 2025		Expositions à l'étranger 2024	
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
Actifs				
1 & 2	12 326 339	97,4	11 910 517	97,5
3	68 495	0,5	66 816	0,6
4	80 929	0,6	92 017	0,8
5	16 401	0,1	8 309	0,1
6	49 140	0,4	35 665	0,3
7	73 286	0,6	58 362	0,5
sans notation	44 064	0,3	41 881	0,3
Total	12 658 653	100,0	12 213 567	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV).


23 Bilan selon les monnaies les plus importantes
 En milliers de CHF

	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Actifs					
Liquidités	358 216	105 504	122	56	463 898
Créances sur les banques	79 910	4 208 582	727 850	243 010	5 259 352
Créances résultant d'opérations de financement de titres	400 000	0	47 561	0	447 561
Créances sur la clientèle	709 841	3 925 029	462 498	152 040	5 249 408
Créances hypothécaires	296 791	1 519 624	0	170 125	1 986 540
Opérations de négoce	0	0	0	0	0
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	88 574	95 962	30 005	44 972	259 513
Immobilisations financières	232 274	1 069 378	909 603	911 592	3 122 847
Comptes de régularisation	58 629	221 953	18 804	28 020	327 406
Participations non consolidées	836	5 413	0	7 115	13 364
Immobilisations corporelles	103 790	230 926	0	35 373	370 089
Valeurs immatérielles	2 043	54 576	0	9 027	65 646
Autres actifs	12 177	39 368	1 143	2 306	54 994
Total des actifs bilantaires	2 343 081	11 476 315	2 197 586	1 603 636	17 620 618
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	1 916 126	1 561 918	4 959 081	2 276 198	10 713 323
Total des actifs 2025	4 259 207	13 038 233	7 156 667	3 879 834	28 333 941
Total des actifs 2024	3 786 671	13 304 196	7 522 056	3 149 186	27 762 109



	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Passifs					
Engagements envers les banques	476 475	555 079	87 977	23 937	1 143 468
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	995 937	6 263 573	4 224 858	1 977 527	13 461 895
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	44 649	94 664	29 831	41 651	210 795
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	0	817 190	16 730	0	833 920
Comptes de régularisation	94 564	345 542	28 284	13 376	481 766
Autres passifs	14 660	65 651	3 238	3 158	86 707
Provisions	1 808	31 284	0	3 758	36 850
Réserves pour risques bancaires généraux	123 155	27 920	0	0	151 075
Capital social	58 694	0	0	0	58 694
Réserve issue du capital	502 391	0	0	0	502 391
Réserve issue du bénéfice	-131 046	906 987	-131	83 676	859 486
Réserve de change	-28 248	-236 231	13	-17 201	-281 667
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	359	-391	-114	2 012	1 866
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	62 365	24 603	295	-13 891	73 372
Total des passifs bilantaires	2 215 763	8 895 871	4 390 981	2 118 003	17 620 618
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	2 139 543	4 042 614	2 789 579	1 741 587	10 713 323
Total des passifs 2025	4 355 306	12 938 485	7 180 560	3 859 590	28 333 941
Position nette par devise	-96 099	99 748	-23 893	20 244	0
Total des passifs 2024	3 822 358	13 302 723	7 491 702	3 145 326	27 762 109



Informations relatives au hors-bilan

24 Créances et engagements conditionnels

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Engagements de couverture de crédit et similaires	244 033	286 305	-14,8
Garanties de prestation de garantie et similaires	1 909	1 619	17,9
Total des engagements conditionnels	245 942	287 924	-14,6
Total des créances éventuelles	0	0	

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions sous les provisions au passif du bilan.

25 Répartition des opérations fiduciaires

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	2 360 421	3 082 921	-23,4
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	0	139	-100,0
Total	2 360 421	3 083 060	-23,4

26 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
a) Répartition des avoirs administrés			
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	64 011 592	61 711 365	3,7
Avoirs sous mandat de gestion	28 533 279	32 570 497	-12,4
Autres avoirs administrés	105 761 723	89 515 139	18,1
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	198 306 594	183 797 001	7,9
<i>dont prises en compte doubles</i>	10 631 028	8 213 458	29,4
b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés			
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) initiaux	183 797 001	163 391 199	12,5
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	9 542 094	6 267 452	52,2
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	4 072 854	14 376 745	-71,7
<i>+/- autres effets</i>	894 645	-238 395	-475,3
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	198 306 594	183 797 001	7,9

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers) par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client (clients au bénéfice d'un mandat de conseil et les clients sans mandat). Lorsque plusieurs types de prestations sont fournis par les mêmes avoirs, ceux-ci font l'objet de prise en compte double. En pratique, il s'agit principalement d'avoirs administrés ou sous mandat de gestion qui sont placés dans des fonds de placement collectifs sous gestion propre.

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) de même que les intérêts, commissions et frais débités à la clientèle ainsi que les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les autres effets en 2025 comprennent l'entrée dans le périmètre de Hottinger Group Ltd pour CHF 900 millions et en 2024 des éléments non récurrents en lien avec des décisions de recentrage sur nos marchés et clientèles cibles. Les chiffres comparatifs de l'exercice 2024 ont été adaptés afin d'assurer leur comparabilité avec ceux de l'exercice sous revue.



Informations relatives au compte de résultat

27 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
a) Répartition selon les secteurs d'activités			
Opérations de négoce avec les clients privés	54 179	42 422	27,7
Opérations de négoce pour compte propre	111 816	76 062	47,0
Total du résultat de négoce	165 995	118 484	40,1
b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
Résultat de négoce provenant des :			
Instruments de taux (y c. les fonds)	6 885	6 915	-0,4
Titres de participation (y c. les fonds)	8 759	9 719	-9,9
Devises	108 558	93 341	16,3
Métaux précieux	11 931	2 374	402,6
Autres opérations de négoce	29 862	6 135	386,7
Total du résultat de négoce	165 995	118 484	40,1
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	0	0	0,0

28 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Produit de refinancement dans la rubrique «produit des intérêts et des escomptes»	0	0	0,0

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.

Intérêts négatifs

	2025	2024	Variations (en%)
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	-143	-160	-10,6
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	1	95	-98,9

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

29 Charges de personnel En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Appointements	-433 407	-431 226	0,5
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	-107 592	-111 237	-3,3
Prestations sociales :	-125 607	-118 274	6,2
<i>dont contributions sociales légales</i>	-92 526	-88 921	4,1
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	-33 081	-29 353	12,7
Autres charges de personnel	-15 047	-15 877	-5,2
Total	-574 061	-565 377	1,5

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.



30 Autres charges d'exploitation

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Coût des locaux	-54 878	-47 234	16,2
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	-100 449	-95 739	4,9
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	-2 876	-2 325	23,7
Honoraires de la société d'audit	-5 158	-5 914	-12,8
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	-4 063	4 619	-4,8
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	-1 095	1 295	-33,4
Honoraires	-96 680	-93 687	3,2
Autres charges d'exploitation	-46 422	-43 767	6,1
Total	-306 463	-288 666	6,2

31 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Total	-4 442	-29 150	-84,8

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires, de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux. Voir sous la note 15.

32 Produits et charges extraordinaires, dissolutions de réserves pour risques bancaires généraux

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Produits extraordinaires	4 179	39 927	-89,5
Charges extraordinaires	-2 877	-9 515	-69,8
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	0	-90	-100,0

En 2025, les produits extraordinaires résultent d'une indemnisation d'assurance de CHF 2.8 millions liée à un litige et de produits « non récurrents » et étrangers à l'exploitation.

Les charges extraordinaires comprennent des frais liés à une opération capitalistique en cours pour CHF 1.1 million, des moins-values de cession de participations pour CHF 0.1 million et d'autres charges « non récurrentes » et étrangères à l'exploitation.

En 2024, les produits extraordinaires résultent principalement de plus-values de cession de participations pour CHF 2.1 millions, de produits de cession d'immobilisations corporelles pour CHF 37.2 millions et de produits « non récurrents » et étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent des frais liés à une opération capitalistique en cours pour CHF 7.7 millions, des cessions d'immobilisations corporelles pour CHF 1.7 million, des moins-values de cession de participations pour CHF 0.1 million et d'autres charges « non récurrentes » et étrangères à l'exploitation.

33 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Participations non consolidées	0	0	0,0
Immobilisations corporelles			
<i>immeubles</i>	-2 997	-2 517	19,1
<i>software acquis séparément ou développés à l'interne</i>	-51 136	-44 688	14,4
<i>mobilier, matériel, équipement</i>	-12 196	-10 573	15,4
Valeurs immatérielles	-20 465	-26 993	-24,2
Total	-86 794	-84 771	2,4

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.



34 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger
selon la principe du domicile de l'exploitation
En milliers de CHF

	2025			2024		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
Produit des intérêts et des escomptes	78 141	230 544	308 685	113 212	349 589	462 801
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	1	636	637	102	528	630
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	48 617	14 525	63 142	49 154	18 436	67 590
Charges d'intérêts	-1 206	-241 646	-242 852	-2 642	-335 172	-337 814
Résultat net des opérations d'intérêts	125 553	4 059	129 612	159 826	33 381	193 207
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	-30	-35	-65	79	238	317
Résultat net des opérations d'intérêts	125 523	4 025	129 548	159 905	33 619	193 524
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	240 861	671 531	912 392	214 966	616 390	831 356
Produit des commissions sur les opérations de crédit	1 948	1 786	3 734	2 847	1 351	4 198
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	4 668	83 878	88 546	7 534	76 310	83 844
Charges de commissions	-27 385	-196 897	-224 282	-22 926	-179 930	-202 856
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	220 092	560 298	780 390	202 421	514 121	716 542
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	65 976	100 019	165 995	58 283	60 201	118 484
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	667	2 496	3 163	1 433	4 031	5 464
Produit des participations	1 484	2 282	3 766	1 696	3 806	5 502
<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	248	2 588	2 836	483	3 802	4 285
<i>dont des autres participations non consolidées</i>	1 236	-306	930	1 213	4	1 217
Résultat des immeubles	99	697	796	132	355	487
Autres produits ordinaires	6 895	13 822	20 717	36 746	17 579	54 325
Autres charges ordinaires	-592	-12 718	-13 310	-29 843	-3 789	-33 632
Autres résultats ordinaires	8 553	6 579	15 132	10 164	21 982	32 146
Charges de personnel	-215 503	-358 558	-574 061	-214 021	-351 356	-565 377
Autres charges d'exploitation	-102 145	-204 318	-306 463	-97 244	-191 422	-288 666



	2025			2024		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
Charges d'exploitation	-317 648	-562 876	-880 524	-311 265	-542 778	-854 043
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	-27 178	-59 616	-86 794	-25 921	-58 850	-84 771
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	-3 297	-1 145	-4 442	-1 837	-27 313	-29 150
Résultat opérationnel	72 021	47 284	119 305	91 750	982	92 732
Produits extraordinaires	42	4 137	4 179	37 711	2 216	39 927
Charges extraordinaires	-1 860	-1 017	-2 877	-1 474	-8 041	-9 515
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	0	0	0	0	-90	-90
Impôts	-7 837	-39 398	-47 235	-7 611	-40 874	-48 485
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	62 366	11 006	73 372	120 376	-45 807	74 569

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.



35 Présentation des impôts courants et latents

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Impôts courants	-46 913	-50 143	-6,4
Impôts différés	-322	1 658	-119,4
Total	-47 235	-48 485	-2,6
Taux d'imposition moyen	39,6%	52,3%	-24,3

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la note 15.

Le taux d'impôt moyen découle du fait que certaines sociétés du Groupe ont enregistré des pertes reportables, sans qu'aucun actif d'impôt latent y relatif n'ait été comptabilisé.

Déficits fiscaux reportables

En milliers de CHF

	2025	2024	Variations (en%)
Espagne	2 152	3 159	-32
Émirats Arabes Unis	9 971	10 097	-1
France	8 197	9 946	-18
Israël	7 000	1 284	445
Luxembourg	56 152	34 858	61
Portugal	0	1 387	-100
Malte	186	0	0
Royaume-Uni	20 808	16 570	26
Suisse	243	1 242	-80
Total	104 709	78 543	33

L'analyse des juridictions éligibles aux règles transitoires « Safe Harbour » du rapport Pays par Pays pour l'exercice 2025 montre que le Groupe respecte au moins l'un des trois critères dans la plupart des pays où il est présent. À l'exception du Portugal, qui ne remplit aucun des trois tests requis par ces règles. Toutefois, nos estimations indiquent qu'aucun impôt supplémentaire ne sera exigé au Portugal pour 2024, en raison des pertes enregistrées dans cette juridiction.





Adresses

Siège

Genève

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Rue de Hesse 18 - 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11

Succursales

Fribourg

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Fribourg
Place de la Gare 5 - 1700 Fribourg
T. +41 26 347 24 24

Lausanne

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lausanne
Avenue Agassiz 2 - 1002 Lausanne
T. +41 21 318 88 88

Lugano

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale di Lugano
Via Ginevra 2 - 6901 Lugano
T. +41 91 913 45 00

Agence

Zurich

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Beethovenstrasse 11 - 8002 Zurich
T. +41 44 818 81 11

Filiales en Suisse

Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A.
Rue du Rhône 30 - 1204 Genève
T. +41 22 436 32 40

Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A.
Schweizergasse 20 - 8001 Zurich
T. +41 44 251 48 10

Filiales et bureaux à l'étranger

ALLEMAGNE

Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH
Anna-Louisa-Karsch-Strasse 3
10178 Berlin
T. +49 30 374 36 38-20

Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH
Global Tower
Neue Mainzer Strasse 32-36
60311 Frankfurt-am-Main
T. +49 69 743 03 88-0

ÉMIRATS ARABES UNIS

Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd.
ICD Brookfield Place, Level 31, Unit L31.09
Dubai International Financial Centre
P.O. Box 506938
Dubai, United Arab Emirates
T. +971 4 329 21 42

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,
Banking Representative Office
The Maze Tower-902
Trade Centre Second
Sheikh Zayed Road
P.O. Box 214924
Dubai, United Arab Emirates
T. +971 4 346 53 88

FRANCE

Edmond de Rothschild (France)
(Détails en pages suivantes)
Edmond de Rothschild
Private Equity (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
Edmond de Rothschild REIM
(France) S.A.S.
24-26 rue de la Pépinière
75008 Paris
T. +33 9 78 25 06 02

ISRAËL

Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.
20 Rothschild Boulevard
6688123 Tel Aviv
T. +972 3 713 03 00

LUXEMBOURG

Edmond de Rothschild (Europe)
(Détails en pages suivantes)
Edmond de Rothschild
Private Equity S.A.
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1

Edmond de Rothschild
Private Equity Luxembourg S.A.
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 22 08

MONACO

Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Monaco)
Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco Cedex
T. +377 97 98 28 00

Edmond de Rothschild
Gestion (Monaco)
Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 22 14

PAYS-BAS

Edmond de Rothschild REIM
(Benelux) BV
Gustav Mahlerplein 121-123
1082 MS Amsterdam
T. +31 20 575 50 80

ROYAUME-UNI

Edmond de Rothschild (UK) Limited
Edmond de Rothschild
Asset Management (UK) Limited
Edmond de Rothschild
Capital Holdings Limited
Hottinger & Co Limited
4, Carlton Gardens
St. James's
London SW1Y 5AB
T. +44 20 7845 5900

EDINBURGH

Edmond de Rothschild REIM
(UK) Limited
26 Alva Street
Edinburgh EH2 4PH
T. +44 20 3206 7910

Adresses

Siège

France

Edmond de Rothschild (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Agences en France

Bordeaux

Edmond de Rothschild (France)
Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66

Lille

Edmond de Rothschild (France)
116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00

Lyon

Edmond de Rothschild (France)
27, rue Auguste Comte
69002 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25

Marseille

Edmond de Rothschild (France)
501, avenue du Prado
13008 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80

Nantes

Edmond de Rothschild (France)
20, rue de la Contrescarpe
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00

Nice

Edmond de Rothschild (France)
Air Promenade
470, Promenade des Anglais
06200 Nice
T. +33 4 91 29 97 25

Strasbourg

Edmond de Rothschild (France)
6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00

Toulouse

Edmond de Rothschild (France)
22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00

Filiales en France

Paris

Edmond de Rothschild
Asset Management (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Edmond de Rothschild
Corporate Finance
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 36 15

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Cogifrance

63, rue La Boétie
75008 Paris
T. +33 1 45 61 65 00

Filiales à l'étranger

Allemagne

Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Niederlassung Deutschland
Global Tower
Neue Mainzer Strasse 32-36
60311 Frankfurt am Main
T. +49 69 244 330 200

Chine

Zhonghai Fund Management Co Ltd.
29F Shidaijinrong Center 68
Yincheng Middle Road Pudong
200120 Shanghai

Espagne

Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Sucursal en España
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 789 32 20

Royaume-uni

Edmond de Rothschild
Asset Management (UK) Limited
4, Carlton Gardens
London SW1 5AA
T. +44 20 7845 5900



Adresses

Siège

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1

Filiales

Luxembourg

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Europe)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 26 37 92 03

Edmond de Rothschild
Asset Management (Luxembourg)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1
Société en joint-venture

Japon

Edmond de Rothschild
Nikko Co., Ltd
3-3-1, Marunouchi, Shintokyo Bld. 3F,
Chiyoda-ku, Tokyo #100-0005
T. +81 3 3283-3535

Succursales à l'étranger

Belgique

Agence principale de Bruxelles
Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale en Belgique
Avenue Louise 235 - Lobby A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57

Agence d'Anvers

Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale en Belgique
Generaal Lemanstraat 61 bus 2
B-2018 Antwerpen
T: +32 3 212 21 11

Agence de Gand

Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale en Belgique
Kortrijksesteenweg 48 - Bus 4
9830 St-Martens-Latem
T. +32 475 60 07 42

Espagne

Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal en España
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 364 66 00

Agence de Barcelone

Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal en España
Avda. Diagonal 618, 9^a
08021 Barcelona
T. +34 93 823 34 09

Italie

Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale in Italia
Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200

Portugal

Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal em Portugal
Rua Dom Pedro V 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60

